

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal

**Le commerce équitable dans le contexte du développement durable**

par  
Oscar De Vivanco Pezo

Département de science politique  
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de maîtrise  
en science politique

décembre, 2007

© Oscar De Vivanco Pezo, 2007



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :  
Le commerce équitable dans le contexte du développement durable

présenté par :  
Oscar De Vivanco Pezo

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Graciela Ducatenzeiler  
président-rapporteur

Dominique Caouette  
directeur de recherche

Martial Foucault  
membre du jury

## Résumé

Le système actuel de commerce international s'avère inéquitable, ses mécanismes et ses règles de jeu conduisant à la concentration du pouvoir. En effet, ce système commercial, qui favoriserait l'accentuation des injustices, selon ses détracteurs, reposerait davantage sur les bénéfices économiques d'une minorité que sur le bien-être de toutes les personnes y participant. Dans ce contexte, le commerce équitable émerge comme une des solutions possibles en vue d'atténuer les inégalités et de corriger les imperfections du marché international tout en se voulant un outil de développement durable.

L'objet de ce mémoire n'est pas d'ajouter une contribution de plus au concept de CÉ, mais plutôt de répondre aux questions suivantes : Quels sont les changements perçus et expérimentés par les participantes et participants membres d'une organisation péruvienne pratiquant le CÉ, quels sont les plus significatifs et sont-ils durables ? De plus, nous cherchons à voir si dans cette organisation les décisions prises par les membres sont démocratiques. Ici, nous cherchons à comprendre l'apport du CÉ à la vie des producteurs défavorisés d'une organisation péruvienne, par le biais de leurs perceptions, de leur point de vue plutôt que celui d'une organisation du Nord. Nous croyons que les producteurs concernés sont les mieux placés pour décrire leur réalité. Plus précisément, le présent mémoire vise à comprendre les effets du CÉ sur la vie des artisans péruviens membres de l'organisation *Central Interregional de los Artesanos del Perú* (CIAP).

À la lumière d'une analyse qualitative, il semble que la pratique du commerce équitable contribue à améliorer la qualité de vie des artisans dans une perspective de développement durable et que la CIAP a des pratiques démocratiques basées sur la délibération. Effectivement, depuis leur participation au commerce équitable, tous les artisans ont amélioré, à des degrés divers et dépendamment de leur situation de départ, leur niveau et qualité de vie ainsi que leurs pratiques en matière d'environnement.

**Mots clés :** CIAP – commerce équitable – démocratie délibérative – développement durable – économie – environnement – Pérou – relations Nord/Sud – sociopolitique

## Abstract

The current international trade system proves to be inequitable, its mechanisms and its rules leading to concentration of power. Indeed, this commercial system, which support the accentuation of the injustices, according to its detractors, would rest more on the economic benefit of a minority than on the well-being for all. In this context, fair trade emerges like one of the possible solutions in order to attenuate the international market inequalities and to correct its imperfections while wanting to be a sustainable development tool. The object of this paper is not to add a contribution to the concept of fair trade, but rather to answer the following questions: Which are the changes perceived and tested by the participating members of a Peruvian organization practicing fair trade, which are the most significant and are they sustainable? Moreover, we want to know if the decisions taken by the members of this organization are democratic. We also try to understand the contribution of fair trade to the life of the underprivileged producers of a Peruvian organization, by the means of their perceptions, from their point of view rather than of an organization of North. In fact, we believe that the southern producers are best positioned to evaluate their reality. Precisely, the present report aims at understanding the effects of fair trade on the life of the Peruvian craftsmen members of the organization Central Interregional de los Artesanos del Perú (CIAP).

After a qualitative analysis, it seems that the practice of fair trade takes part in improving the quality of life of the craftsmen in the perspective of a sustainable development and that the CIAP has democratic practices based on deliberation. Actually, since their participation in fair trade, all the craftsmen have improved, to a different degree and independently of their starting point, their standard and quality of living as well as their behaviour regarding the environment.

**Keywords :** CIAP – deliberative democracy – economy – environment – fair trade – Peru – North/South relations – sociopolitic – sustainable development

# Table des matières

Résumé .....	iii
Abstract .....	iv
Table des matières .....	v
Liste des tableaux .....	vi
Liste des figures .....	vii
Liste des sigles et des abréviations .....	viii
Remerciements .....	ix
Introduction .....	1
<b>Chapitre 1 : Le commerce équitable</b> .....	12
1.1 La pratique du commerce équitable .....	12
1.1.1 Historique du commerce équitable .....	14
1.1.2 Objectifs du commerce équitable .....	17
1.1.3 Les principes du commerce équitable .....	18
1.1.4 Les acteurs du commerce équitable .....	21
1.2 Le commerce équitable en perspective : quelques études de cette pratique .....	29
1.2.1 Présentation d'études sur le commerce équitable .....	29
1.3 La démocratie délibérative .....	40
Conclusion .....	43
<b>Chapitre 2 : Présentation du Pérou et de l'organisation CIAP</b> .....	47
2.1 Mise en situation .....	47
2.1.1 Le Pérou .....	47
2.1.2 Les départements visités lors de notre étude .....	53
2.2 L'organisation CIAP .....	57
Conclusion .....	63
<b>Chapitre 3 : Étude de cas : analyse de l'application des critères du commerce équitable</b> .....	66
Conclusion .....	85
<b>Chapitre 4 : La pratique du commerce équitable est-elle un outil de développement pour les artisans de la CIAP ?</b> .....	87
Conclusion .....	98
<b>Conclusion</b> .....	99
<b>Bibliographie</b> .....	106
<b>Annexe 1</b> .....	x
<b>Annexe 2</b> .....	xv

## Liste des tableaux

<b>Tableau I :</b> Critères du commerce équitable.....	6
<b>Tableau II :</b> Total des entrevues par association et par sexe.....	8
<b>Tableau III :</b> Groupes de base de la CIAP par départements.....	59
<b>Tableau IV :</b> Classification des groupes de l'organisation CIAP.....	61

## Liste des figures

<b>FIGURE 1 :</b> Le Pérou en Amérique du Sud.....	56
<b>FIGURE 2 :</b> Carte du Pérou par départements.....	56
<b>FIGURE 3 :</b> Maison d'un artisan à Lima.....	90
<b>FIGURE 4 :</b> Intérieur de la maison d'une artisane.....	90
<b>FIGURE 5 :</b> Four électrique pour cuire la céramique.....	93
<b>FIGURE 6 :</b> Artisan au travail portant un masque de protection.....	93
<b>FIGURE 7 :</b> Réunion de la CIAP à Puno.....	96
<b>FIGURE 8 :</b> Affiches informatives.....	96



## Liste des sigles et des abréviations

AIP	Artisanat intercommunal du Pérou
CIAP	Centrale Interrégionale d'Artisans du Pérou
CÉ	Commerce équitable
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DD	Développement durable
EFTA	European fair Trade Association
FINE	F de FLO, I de IFAT, N de NEWS et E de EFTA
FLO	Fair Labelling Organization–International
FOB	Free On Board
IFAT	International Fair Trade Association
NEWS	Network of European Worldshops
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SERPAJ	Service Paix et Justice
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature

## Remerciements

Je tiens tout d'abord à adresser mes remerciements aux artisans péruviens qui m'ont accordés leur confiance et qui ont bien voulu me raconter leur expérience de participation au commerce équitable. C'est grâce à eux que ce mémoire a pu être possible.

Je remercie sincèrement mon directeur Dominique Caouette pour son temps mais, surtout, pour ses précieux conseils et ses encouragements.

À ma famille, pour son soutien et sa générosité. Un merci particulier à mon père Hector Manuel qui m'a soutenu et encouragé pour mes études et à Sylvie pour son support et son appui dans cette étape de ma vie.

Enfin, à ma mère Rosa Eulalia, pour l'inspiration et l'appui qu'elle m'a toujours donné, tout au long de mes études, et que je suis certain qu'elle m'offre encore où qu'elle soit...

## Introduction

Le système actuel de commerce international s'avère inéquitable, ses mécanismes et ses règles de jeu conduisant à la concentration du pouvoir où à peu près deux cents entreprises déterminent soixante-dix pour cent du commerce mondial (Aristin 2006). En effet, les firmes transnationales ont la possibilité de spéculer, à la baisse, sur les prix d'achat des matières premières achetées aux pays du Sud. De plus, une fois transformées en produits de consommation, elles leur revendent ces matières à un prix très élevé. Ainsi, ce système commercial, qui favoriserait l'accentuation des injustices, selon ses détracteurs, reposerait davantage sur les bénéfices économiques d'une minorité que sur le bien-être de toutes les personnes y participant.

Dans ce contexte, le commerce équitable émerge comme une des solutions possibles en vue d'atténuer les inégalités et corriger les imperfections du marché international. Ainsi, ces dernières années, même s'il occupe une faible part du marché mondial, sa croissance est importante. De fait, « en 2005, le commerce équitable mondial était évalué à 1,1 milliard d'euros (1,7 milliard de dollars canadiens), ce qui représente une très forte croissance, de 37 %, par rapport à 2004 » (Bourque 2007, 44). Les protagonistes du commerce équitable le définissent comme une véritable alternative au marché traditionnel se différenciant des pratiques économiques usuelles, et se fixant des objectifs qui rejoindraient ceux du développement durable, soit un développement économique, environnemental et social :

Le commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits

des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener des campagnes en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel<sup>1</sup>.

L'un des principes fondamentaux du commerce équitable est de garantir un prix équitable pour le travail des producteurs. Ils planifient eux-mêmes leurs projets de développement, car les profits qui seront générés par la vente des produits équitables seront réinvestis dans la communauté selon les besoins de la population : « De façon générale, les producteurs doivent garantir un fonctionnement et des procédures décisionnelles démocratiques au sein de leur organisation » (Bowen 2001, cité par Gendron 2004a, 8).

Bien que le commerce équitable (ci-dessous, CÉ) soit un phénomène relativement nouveau, il est de plus en plus étudié quoique la variété des approches probables laisse encore beaucoup de pistes à explorer pour l'avenir<sup>2</sup>. Le CÉ se veut un

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la définition de FINE (réseau qui réunit les grandes organisations internationales du CÉ : FLO, IFAT, NEWS et EFTA), citée par Corinne Gendron dans « Le commerce équitable : un nouveau mouvement social économique au cœur d'une autre mondialisation », Cahier de recherche 02-2004 (Montréal : Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG, UQAM, 2004), 7.

<sup>2</sup> Voici un recensement de quelques travaux sur le CÉ qui peuvent nous permettre de situer notre travail. Cette revue de la littérature connexe à notre étude sera approfondie dans le chapitre I. Il est à noter que nous avons fait attention de varier nos sources en prenant des études provenant de mémoires, de communications – dont certaines sont l'avancement de résultats de futurs mémoires - et de rapports de recherches. **Mémoires** : Tonia Mori (2005) : *Le projet du CÉ réalisé au Sud ; trois entreprises collectives chiliennes de vin équitable*. Il s'agit d'une étude exploratoire dont l'objectif est de comprendre comment ce projet, initialement rêvé au Nord, se concrétise au Sud. Benjamin Huybrechts (2005) : *L'impact du CÉ sur les producteurs ; le cas de coopératives de café et de cacao en Bolivie*. Ce mémoire est une analyse des impacts du CÉ sur les producteurs. Plus précisément, l'auteur cherche à comprendre les effets du CÉ sur l'économie, la société et à déterminer à qui cela bénéficie. **Communications** : Véronique Bisaillon (2006) : *Commerce équitable et développement durable ; le cas d'une organisation de producteurs de café du Chiapas*. Cette communication, dans le cadre d'un projet de mémoire, constitue une analyse de la contribution du CÉ au développement, via l'étude de terrain de l'opérationnalisation de certains critères du CÉ, en termes de développement durable. Caroline Langis (2006) : *Les femmes sont-elles incluses dans le projet de développement durable proposé par le CÉ ? Une étude de cas dans les Andes péruviennes*. Dans cette étude, l'auteur cherche à déterminer si les femmes sont présentes dans le projet de développement proposé par le CÉ. Nathalie McSween (2006) : *La contribution du CÉ au développement durable : le cas de l'Union fruitière et maraîchère du Burkina Faso (UFMB)*. Cette communication, dans le cadre d'un

outil de développement permettant aux producteurs défavorisés du Sud d'améliorer leurs conditions de vie, d'avoir un accès plus juste aux marchés internationaux et de stabiliser leur situation économique. L'objet de ce mémoire n'est pas d'ajouter une contribution de plus au concept de CÉ, mais plutôt de répondre aux questions suivantes : Quels sont les changements perçus et expérimentés par les participantes et participants membres d'une organisation péruvienne pratiquant le CÉ, quels sont les plus significatifs et sont-ils durables ? De plus, nous cherchons à voir si dans cette organisation les décisions prises par les membres sont démocratiques. Ici, nous cherchons à comprendre l'apport du CÉ à la vie des producteurs défavorisés d'une organisation péruvienne, par le biais de leurs perceptions, de leur point de vue plutôt que celui d'une organisation du Nord. Nous croyons que les producteurs concernés sont les mieux placés pour décrire leur réalité.

Plus précisément, le présent mémoire vise à comprendre les effets du CÉ sur la vie des artisans péruviens membres d'une organisation pratiquant ce type de commerce. Il ne s'agit pas de décrire les effets du CÉ en général, mais bien par rapport à un

---

projet de mémoire, s'inscrit dans la même lignée que l'étude précédente, à savoir de vérifier la contribution du CÉ au développement durable. Gilles Roches (2006) : *Impact du CÉ sur les revenus des agriculteurs ; le cas de CONACADO en République Dominicaine*. Dans cette recherche, on cherche à évaluer l'impact du CÉ sur les revenus des agriculteurs de l'organisation CONACADO, par le biais de documents comptables. **Rapports de recherches** : Fédération Artisans du Monde (2004) : *Étude de l'impact de 25 ans de commerce équitable sur les producteurs du Sud partenaires d'Artisans du Monde*. Il s'agit d'une étude d'impact dont l'objectif est d'identifier les effets réels du CÉ sur les producteurs du Sud. Youssouf Sanogo (2006) : *Coton équitable et développement durable au Mali ; une étude exploratoire*. Il s'agit de comprendre l'opérationnalisation du CÉ et sa contribution au développement durable des collectivités impliquées. Jean-Frédéric Lemay (2004) : *Rapport exploratoire de recherche sur les pratiques économiques de CÉ au Burkina Faso et au Sénégal*. Ce rapport de recherche a pour objectif de trouver des pistes menant à de futures recherches sur le CÉ en Afrique et, surtout, de guider le choix d'une éventuelle étude de cas. Isabel Yepez et Marc Mormont (dir.) (2006) : *Le CÉ face aux nouveaux défis commerciaux ; évolution des dynamiques d'acteurs*. Enfin, cette recherche vise, d'une part à comprendre comment s'opère la transformation du CÉ par le biais de la notion de référentiel (valeurs, normes et représentations) et, d'autre part à analyser d'un point de vue plus évaluatif les effets de cette recomposition sur les capacités d'actions des bénéficiaires.

contexte spécifique, en l'occurrence, celui des artisans péruviens pratiquant le CÉ via l'organisation *Central Interregional de los Artesanos del Perú* (CIAP).

Afin d'organiser nos observations, nous avons pris comme indicateurs les critères du CÉ<sup>3</sup>, à savoir un prix équitable, le financement, l'engagement à long terme, le commerce direct, la protection de l'environnement, le développement communautaire, l'organisation démocratique, les activités de formation et l'équité femme / homme<sup>4</sup>. C'est à travers l'analyse de ces critères que nous tenterons de répondre à nos interrogations. De plus, comme nous nous intéressons aux pratiques démocratiques à l'intérieur de cette organisation qui participe au CÉ, nous utiliserons le concept de la démocratie délibérative nous apparaissant le plus approprié aux pratiques de ce genre d'organisation. De fait, dans ce type de démocratie, les personnes y participant apprennent à respecter le point de vue des autres pour que les choix soient collectifs, éclairés et mûrement réfléchis. Enfin, nous réfléchirons aux enseignements à tirer du cas de la CIAP à partir des dimensions du développement durable - environnementale, économique et sociopolitique - afin de vérifier si la participation des artisans au CÉ les mènerait ou conduirait à un développement durable tels que l'affirment les défenseurs de ce type de commerce.

D'un point de vue méthodologique et comme les études sur le CÉ sont relativement récentes, notre étude de terrain se veut exploratoire. Selon Yvan Bordeleau

---

<sup>3</sup> Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous définissons les critères du CÉ recensés.

<sup>4</sup> La littérature présente plusieurs principes dont le nombre demeure variable. Néanmoins, nous considérons les principes décrits par Waridel, les sept premiers que nous avons énumérés, dans son ouvrage : *Une cause café pour le commerce équitable* (1997, 37), comme étant des principes de base. Nous en avons ajouté deux autres qui proviennent des organismes certificateurs du CÉ et que nous considérons également fondamentaux.

ce genre d'étude est « ...généralement utilisée quand un problème est nouveau, vague, mal défini dans l'état actuel des connaissances ou pour tenir compte des caractéristiques tout à fait particulières du milieu où surgit le problème » (1982, 12). De plus, nous adoptons une approche qualitative. Celle-ci, s'avère utile lorsque l'objectif de la recherche est l'exploration des expériences subjectives des acteurs et le sens qui leur est donné (Devine 1995, citée par Michaud 1997, 95). À cet égard, la recherche qualitative vise l'étude d'échantillons restreints permettant d'analyser « des données descriptives, telles que des paroles écrites ou dites et le comportement observable des personnes » (Deslauriers 1991, cité par Mori 2005, 100).

Notre stratégie de recherche nous permettra de mieux comprendre la contribution du CÉ à la vie des artisans péruviens membres de la CIAP. L'étude de cas « ...est généralement reconnue pour ses qualités exploratoires. [...] Son approche inductive est particulièrement utile pour découvrir toutes les dimensions insoupçonnées d'un phénomène nouveau » (Gauthier 2004, 168). De surcroît, elle « est particulièrement appropriée pour des questions pratiques, où l'expérience des acteurs est importante [...] à connaître » (Gagnon 2005, 15). Notre but n'est pas d'étudier une organisation comme telle, mais plutôt de comprendre l'expérience du CÉ, vécue par les participants, en fonction des critères du CÉ. Le tableau I montre les critères du CÉ retenus pour notre étude en fonction de leur nature (économique, sociopolitique et environnementale). Ce tableau est inspiré de la classification proposée par l'organisation IFAT<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> International Fair Trade Association / La Fédération Internationale pour un Commerce Alternatif.

**Tableau I : Critères du CÉ**

<b>Critères de nature économique</b>
<b>Prix équitable</b>
<b>Financement</b>
<b>Engagement à long terme</b>
<b>Commerce direct</b>
<b>Critère de nature environnementale</b>
<b>Protection de l'environnement</b>
<b>Critères de nature sociopolitique</b>
<b>Développement communautaire</b>
<b>Organisation démocratique</b>
<b>Activités de formation</b>
<b>Équité femme/homme</b>

Pour réaliser notre étude de cas, nous avons choisi le Pérou qui nous apparaît, d'une part, un cadre propice non seulement à l'étude du CÉ mais également à la vérification de la présence d'une pratique démocratique. En effet, bon nombre des paysans de ce pays ont vécu des années de terreur en raison de la présence de groupes terroristes, de l'abandon de l'État face à leur indigence et, de manière générale, de leur histoire politique marquée par la corruption et la succession de régimes autoritaires, du moins jusqu'à tout récemment. D'autre part, il s'agit d'un pays riche de contrastes<sup>6</sup> géographiques, culturels et sociaux représentant des réalités parfois très différentes d'un département à l'autre. La *Central Interregional de los Artesanos del Perú* (CIAP), fondée en 1992, travaille avec 700 artisans vivant dans différents départements tels *qu'Ayacucho, Arequipa, Cuzco, Huancayo, Lima, Puno et Piura*, a été retenue, car elle fait partie des principales organisations péruviennes d'artisans péruviens participant au

<sup>6</sup> *Pérou*. Portal del Estado Peruano. 2006. En ligne. <http://www.peru.gob.pe> (page consultée le 22 octobre 2006).



CÉ. Pour ces raisons, la CIAP nous paraît représentative pour analyser et comprendre la contribution du CÉ à la vie des artisans péruviens qui en sont membres. De fait, elle est présente dans plusieurs départements du Pérou et sa production est diversifiée (tapisserie, tricot, cuir, poterie, roseaux, etc.). Elle réunit également plusieurs artisans regroupés en 20 associations de base, dont les retombées de leurs activités touchent environ 2000 personnes. Nous avons contacté par courriel le président de l'organisation, Monsieur Gedion Fernandez<sup>7</sup>, afin de lui expliquer notre projet et lui demander la permission de réaliser une étude de terrain au sein de la CIAP.

Nous avons utilisé comme instrument de recherche la collecte de données qualitatives effectuée par le biais d'entrevues semi dirigées. Cette approche nous semblait la plus appropriée pour orienter notre recherche. En effet, l'entrevue semi dirigée permet au chercheur d'établir « ...un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Ainsi, grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude » (Gauthier 2004, 296) peut être développée avec l'interviewé. Aussi, cet instrument permet l'accès à un éventail plus large d'expériences humaines que les autres instruments, tels que le sondage, ne sauraient procurer. L'entretien est une source de données fondamentale pour notre recherche. Ces entretiens se sont appuyés sur une grille d'entrevues élaborée autour des thèmes que nous souhaitions étudier<sup>8</sup>, à savoir les critères du CÉ. Tout au long de ces entretiens, nous sommes demeurés attentifs aux préoccupations et commentaires des personnes que nous avons interviewées.

---

<sup>7</sup> Monsieur Fernandez a accepté de nous recevoir à notre arrivée au Pérou. De plus, il a facilité notre étude en ne s'immisçant pas dans notre choix des associations et des artisans que nous souhaitions rencontrer.

<sup>8</sup> Voir l'annexe 1.

Nous avons effectué notre recherche de terrain au Pérou, pendant une période d'un mois, entre la mi-mai et la mi-juin 2006. Nous y avons effectué vingt et une (21) entrevues parmi sept associations de base faisant partie de la CIAP<sup>9</sup>, lesquelles étaient situées dans trois départements du Pérou (voir tableau II). Toutes nos entrevues ont été enregistrées avec l'accord des personnes interviewées, comprenant treize femmes et huit hommes<sup>10</sup>. Les entrevues individuelles ou collectives ont été réalisées en espagnol et les passages cités dans ce mémoire ont été traduits par l'auteur. Seize (16) des vingt et une (21) entrevues étaient collectives, c'est-à-dire qu'elles réunissaient les membres d'une même association. Nous avons procédé de cette façon, surtout à Puno, puisque la plupart des membres d'une association n'habitent pas dans la même communauté.

**Tableau II : Total des entrevues par association et par sexe**

<b>Awaqkuna</b> (Lima)	<b>Ciudad Blanca</b> (Arequipa)	<b>Creaciones del ande</b> (Puno)	<b>Chumi</b> (Puno)	<b>Galaxia</b> (Puno)	<b>Sur Andino</b> (Puno)	<b>Tawaq</b> (Lima)
Homme: 2	Homme: 2	Homme: 0	Homme: 0	Homme: 1	Homme: 1	Homme: 2
Femme: 1	Femme: 0	Femme: 4	Femme: 1	Femme: 3	Femme: 4	Femme: 0
<b>Total : 3</b>	<b>Total : 2</b>	<b>Total : 4</b>	<b>Total : 1</b>	<b>Total : 4</b>	<b>Total : 5</b>	<b>Total : 2</b>

Afin de compléter et de valider les données que nous avons recueillies, nous avons eu recours à l'observation directe qui nous a permis de remarquer certaines caractéristiques non perceptibles via l'entrevue. Par exemple, nous avons eu l'opportunité d'assister à une réunion mensuelle régionale des associations de Puno, ce

<sup>9</sup> La CIAP est une organisation coupole, c'est-à-dire une organisation de second niveau qui regroupe et représente plusieurs associations de base lesquelles regroupent des individus. Ces organisations coupoles ont principalement comme objectif d'aider à la commercialisation, à la formation et parfois elles font un travail de lobby politique (Yepez, Mormont, Charlier, Haynes, Bach et Mayet 2006, 60).

<sup>10</sup> Notre étude a reçu l'approbation du comité d'éthique de la recherche de la Faculté des arts et des sciences (CÉRFAS) (Voir l'annexe 2). Lors du déroulement de notre recherche, nous avons agi de manière éthique, c'est-à-dire qu'avant de commencer une entrevue, nous avons présenté un formulaire de consentement à chaque personne interrogée. Une fois le formulaire lu et expliqué, l'artisan pouvait se retirer ou signer le document. Il est à noter que tous les artisans ont signé le document et participé.

qui nous a permis d'observer directement les interactions entre les membres et la façon dont ils s'expriment publiquement durant le déroulement d'une réunion. À cela, nous avons ajouté des photos, prises lors de notre séjour au Pérou, corroborant nos appréciations.

Quant à l'échantillonnage, nous avons utilisé la méthode dite « de bon sens » ou, si l'on veut, « échantillonnage de jugement ». Il s'agit d'une méthode où le chercheur choisit, de manière éclairée, ses répondants de sorte qu'ils soient représentatifs de la population donc que cela favorise l'atteinte des objectifs du travail (Desormeaux 1986). De fait, compte tenu de nos ressources financières limitées, nous avons rencontré un petit nombre d'artisans de la CIAP, en comparaison avec le nombre total, mais représentatif des divers départements du Pérou où l'association est implantée. Nous croyons que l'échantillonnage était suffisant, car après quelques entrevues, notamment celles effectuées dans une même région, les informations recueillies commençaient à devenir redondantes.

En vue de traiter l'information recueillie, nous avons procédé à une analyse qualitative, tout d'abord en préparant le matériel brut, puis en classant l'information. Par la suite, nous avons fait la transcription intégrale des entrevues enregistrées afin d'avoir du matériel écrit que nous avons traduit de l'espagnol au français. Nous avons également lu les entrevues afin d'en faire ressortir les idées correspondant aux critères que nous avons choisis. Puis, nous avons procédé à une analyse transversale, laquelle visait essentiellement à vérifier s'il y a réplique des résultats parmi plusieurs cas ou situations (Contandriopoulos *et al.* 2005, 84). D'autre part, afin de compléter notre

recherche, nous avons effectué une analyse de contenu. Omar Aktouf affirme que cette dernière est « une technique qui peut servir à traiter tout matériel spécialement créé par le chercheur, tels que les protocoles d'interviews, questionnaires, discussion de groupe, tests verbaux » (1987, 112). De plus, dans l'analyse de contenu, selon Gagnon :

Le chercheur décortique les textes selon les catégories préétablies et dénombre la fréquence des éléments [...] il peut comparer entre elles, avec des tests statistiques ou non, les fréquences pondérées de ces unités d'information ou catégories. Tout cela dans le but de découvrir les principales tendances eu égard à la description, à l'explication et à la compréhension du phénomène sous étude (2005, 87).

L'étape suivante était la présentation d'un abrégé des résultats de notre collecte et de notre analyse à la personne en charge de l'organisation CIAP afin de vérifier la vraisemblance et la pertinence des données recueillies. C'est ainsi que nous avons envoyé, par courriel, les résultats de notre analyse des entrevues auprès des artisans de la CIAP au président de l'organisation. Cette pratique « permet d'éviter les erreurs factuelles et l'ordre séquentiel des événements rapportés, entre autres choses » (Comeau 2000, 2). De plus, la validation « ne vise pas à établir un consensus entre les personnes qui donnent des informations ni à gommer certains faits. Elle contribue plutôt à la crédibilité de l'étude » (*Idem*).

La présente étude est divisée en quatre chapitres. Le premier porte sur les courants historiques et le fonctionnement du CÉ ainsi que les critères retenus. Aussi, nous y présenterons des études empiriques sur le CÉ. Enfin, nous y expliquons également le concept de démocratie délibérative, lequel servira pour analyser les processus décisionnels à l'intérieur des associations membres de la CIAP participant au CÉ. Dans le deuxième chapitre, nous faisons une mise en situation du contexte

géographique dans lequel s'est déroulé l'étude de cas et un portrait de l'organisation péruvienne CIAP. Puis, dans le troisième chapitre, nous analysons, à travers les témoignages des artisans que nous avons recueillis et nos observations, l'application de chacun des critères du CÉ retenus pour cette étude. Finalement, dans le quatrième chapitre, nous apprécions les résultats de la participation des artisans péruviens au CÉ en fonctions des trois composantes du développement durable : l'économique, l'environnementale et la sociopolitique.

Bien que nous ne cherchions pas à généraliser nos résultats, puisqu'il s'agit de l'étude d'un seul organisme péruvien pratiquant le CÉ, nous espérons que notre recherche permettra de comprendre un peu plus la contribution de ce type de commerce à la vie des artisans péruviens membres de la CIAP. Un monde social peut occasionner une variété de types de microcosmes. En étudier un seul conduirait à généraliser abusivement au monde social des caractéristiques propres à un type seulement. Pour éviter cette erreur, il est nécessaire de multiplier les terrains d'observation et les comparer entre eux (Bertaux 2005). Au fond, nous cherchons ici à offrir une étude exploratoire afin de contribuer à l'avancement de la recherche sur les répercussions du CÉ.

# Chapitre 1 : Le commerce équitable

*Quand neuf patients sur dix soignés par un même médecin meurent, il est clair que le médecin ne sait pas ce qu'il fait.*

*Joseph Stiglitz 2001.*

Ce premier chapitre est consacré à la présentation du CÉ, des travaux traitant des répercussions de ce type de commerce sur la vie des producteurs y participant et du concept de la démocratie délibérative. Plus précisément, nous montrerons les courants historiques, les objectifs de cette pratique, les acteurs et les critères retenus comme indicateurs du CÉ : le prix équitable, le commerce direct, l'engagement à long terme, le financement, la protection de l'environnement, les activités de formation, l'équité femme/homme, le développement communautaire et l'organisation démocratique. Une deuxième partie consiste à la présentation d'une revue de la littérature des travaux portant sur les effets du CÉ sur la vie des gens y participant. Enfin, dans la dernière partie, le concept de démocratie délibérative est expliqué car il servira à analyser les processus décisionnels à l'intérieur de l'organisation CIAP participant au CÉ.

## 1.1 La pratique du commerce équitable

Selon Aristin (2006), le système actuel de commerce international s'avère inéquitable, car ses mécanismes et ses règles de jeu conduisent à une grande concentration du pouvoir où à peu près deux cents entreprises déterminent soixante-dix pour cent du commerce mondial. En effet, les firmes transnationales ont la possibilité de spéculer, à la baisse, sur les prix d'achat des matières premières achetées aux pays du

Sud. De plus, une fois transformées en produits de consommation, elles leur revendent ces matières à un prix très élevé. Ainsi, ce système commercial, qui favorise l'accentuation des injustices, repose davantage sur les bénéfices économiques d'une minorité que sur le bien-être de toutes les personnes qui y participent.

C'est dans ce contexte que le CÉ émerge comme un système de commercialisation alternatif à caractère international bien qu'il soit encore peu répandu à l'échelle internationale. En effet, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le CÉ représente, en 2003, 0,01 % des échanges mondiaux. Sa raison d'être est la réduction de la pauvreté chez les petits producteurs défavorisés des pays du Sud et doit se réaliser via l'établissement et la promotion de règles justes et équitables tout en satisfaisant aux demandes des consommateurs des pays du Nord. Ainsi, le CÉ se définit comme une alternative au marché traditionnel se différenciant des pratiques économiques usuelles, et se fixant des objectifs qui rejoignent ceux du développement durable (ci-dessous ; DD), soit un développement économique, environnemental et sociopolitique :

Le commerce équitable est un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. Les organisations du commerce équitable (soutenues par les consommateurs) s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion et à mener des campagnes en faveur de changements dans les règles et pratiques du commerce international conventionnel<sup>11</sup>.

---

<sup>11</sup> Définition officielle commune élaborée par la FINE, citée par Corinne Gendron dans « Le commerce équitable : un nouveau mouvement social économique au cœur d'une autre mondialisation », Cahier de recherche 02-2004 (Montréal : Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG, UQAM, 2004), 7.

Plus précisément, l'un des principes fondamentaux du CÉ vise à garantir un prix équitable pour le travail des producteurs. Ces derniers doivent planifier démocratiquement leurs projets de développement grâce aux profits qui sont générés par la vente des produits équitables. « [Les producteurs] ont des responsabilités directement liées au bon fonctionnement de la production et au développement social de leur communauté » (Bucolo 2000, 29).

Dans les pages qui suivent, nous présentons, en premier lieu, un bref historique de ce type de commerce et ensuite les objectifs tels que définis par ses protagonistes. Après, nous verrons les principes ou critères que nous avons choisis pour organiser nos observations. Enfin, nous expliquerons qui fait quoi dans ce type de commerce, donc les acteurs participant au CÉ.

### *1.1.1 Historique du commerce équitable*

On peut retracer les racines du CÉ dans les diverses initiatives humanitaires et solidaires qui sont apparues après la Deuxième Guerre mondiale. En Europe, dans les années 1950, on pouvait acheter des produits provenant de populations défavorisées, de zones de famine ou en guerre, par le biais des associations caritatives et humanitaires, principalement les églises protestantes anglicanes et catholiques flamandes, qui importaient ces produits pour venir en aide à ces populations.



Cependant, le principe du CÉ, tel que nous le connaissons maintenant, fait son apparition en 1964 avec le discours de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Durant cette conférence, ce principe de «*trade not aid*» (le commerce, pas l'aide) a été pour la première fois reconnu au niveau international afin de traiter des rapports Nord-Sud et de répondre aux enjeux du développement humain. Néanmoins, l'évolution du mouvement du CÉ a été influencée par différentes sources d'inspiration ce qui a provoqué des changements à sa mission, à ses objectifs et à son développement. Afin de pouvoir tracer cette évolution, nous utiliserons la classification proposée par Lecomte (2004) et appuyée par différents auteurs (Diaz Pedregal 2006b, Littrell et Dickson 1999, Mori 2005, Nicholls et Opal 2005, Tallontire 2000). Cette classification propose une variété de courants : humanistes et religieux, tiers-mondistes et celui du DD.

Les premières pratiques du CÉ sont soutenues par les églises protestantes et catholiques en Europe du Nord et par les Mennonites aux États-Unis<sup>12</sup>. Elles prônent le respect de la dignité humaine pour lutter contre la pauvreté. Elles permettent également de moraliser et de réintroduire une certaine éthique dans les affaires. On remarque que l'Église protestante est très impliquée, ce qui pourrait expliquer le développement plus rapide du mouvement de CÉ dans certains pays comme les Pays-Bas, la Suisse, l'Angleterre où la majorité est protestante.

---

<sup>12</sup> Quelques dates : 1950 : début des activités d'importation de produits par Oxfam et vente à travers le réseau en Angleterre. 1954 : création de Self-Help aux États-Unis, réseau d'entraide et de solidarité internationale, vente de produits dans le cadre d'un CÉ Nord-Sud (Lecomte 2004, 50).

Lecomte propose ensuite le vocable tiers-mondiste, associé aux préoccupations de justice des militants révolutionnaires de *gauche* en Europe. Le mouvement tiers-mondiste, qui a un fondement idéologique et politique, dénonce les échanges inégaux entre pays du Nord et du Sud. Il remet en cause le système économique prédominant en soutenant une critique virulente du système libéral et du libre-échange qui, selon lui, conduisent à l'exploitation et la prolétarianisation des pays défavorisés du Sud. Enfin, il réclame une distribution plus équitable des richesses et dénonce le post colonialisme de l'après-guerre<sup>13</sup>.

Quant au dernier courant, Lecomte présente le DD, comme la troisième source de motivation qui va guider le mouvement du CÉ<sup>14</sup>. Le DD consiste à respecter les équilibres économiques, sociopolitiques et environnementaux, objectifs présents dans le concept de CÉ. Toujours selon Lecomte :

L'émergence du concept du développement durable contribue à légitimer et à institutionnaliser l'approche du commerce équitable. Dans ce dernier cas, le mouvement est plus rassembleur et consensuel puisqu'il s'adresse aussi bien aux citoyens qu'aux entreprises et aux États [...] il propose des ajustements dans le processus de création de valeur pour que la création de richesses d'aujourd'hui ne mette pas en péril notre capacité à répondre aux enjeux de demain. Il propose une croissance économique dynamique et saine, respectueuse de critères sociaux et environnementaux minimaux (2004, 52).

Bref, les tenants des trois courants ont une idéologie qui s'inscrit à l'encontre du commerce traditionnel, système qui contribue, selon eux, à l'exclusion des plus pauvres.

<sup>13</sup> Quelques dates : 1964 : naissance de la notion de CÉ. 1969 : ouverture du premier magasin dit de CÉ en Hollande. 1975 : ouverture du premier magasin de CÉ français, Artisans du monde. (*Ibid.*, 51)

<sup>14</sup> Quelques dates marquantes : 1988 : création de IFAT (International Federation for Alternative Trade) et lancement du CÉ dans la grande distribution avec des produits labellisés Max Havelaar en Hollande. 1990 : création de l'EFTA (European fair Trade Association), qui représente 12 importateurs du CÉ, soit 60 % des importations de CÉ au niveau mondial. 1997 : les trois labels internationaux de CÉ, Max Havelaar, Transfair et Fairtrade s'unissent dans FLO (Fairtrade Labelling Organization) l'organisation de labellisation du CÉ (*Ibid.*, 52).

Les protagonistes de ces courants sont porteurs de valeurs différentes, mais complémentaires. Ceux qui adhèrent à la vision humaniste religieuse défendaient le respect de la dignité humaine, alors que ceux du courant tiers-mondiste réclamaient une cessation de l'exploitation du prolétariat. Quant à ceux qui croient au DD, à titre de guide du CÉ, ils ajoutent la prise en compte des problèmes environnementaux aux objectifs du développement, à savoir un équilibre économique, environnemental et social. Ainsi, les valeurs comme la charité et le don, sont remplacées par une logique d'équité au niveau des relations commerciales (Mori 2005, 20).

### *1.1.2 Objectifs du commerce équitable*

Nous présentons ici les objectifs du CÉ tels qu'ils sont définis par l'organisme FINE. Bien qu'il y ait une pluralité des objectifs, ces derniers sont concordants (Albert 1998) :

- ❖ Amélioration de la qualité de vie des producteurs grâce à l'accès au marché, au renforcement des organisations de producteurs, à une meilleure rémunération et à la continuité des relations commerciales;
- ❖ Promotion du développement pour les producteurs défavorisés et, plus particulièrement, pour les femmes et les populations autochtones. Refus de l'exploitation des enfants;
- ❖ Sensibilisation des consommateurs aux conséquences négatives sur les producteurs du commerce international, afin qu'ils adoptent des pratiques d'achats plus responsables;
- ❖ Établissement d'un modèle de relations commerciales basées sur le dialogue, la transparence et le respect;
- ❖ Élaboration de campagnes pour changer les règles et les pratiques du commerce international;

- ❖ Protection des droits de la personne par le biais de pratiques basées sur le respect de l'environnement, la promotion de la justice sociale et du droit à la sécurité économique (FINE 2006)<sup>15</sup>.

Bref, ces objectifs visent l'élimination des inégalités qui accablent les producteurs défavorisés du Sud via l'humanisation du processus commercial laquelle peut se réaliser grâce à l'établissement d'un partenariat qui permettrait de rapprocher les consommateurs des producteurs. En somme, le CÉ a pour objectif le DD chez les producteurs les plus pauvres.

### *1.1.3 Les principes du commerce équitable*

Pour atteindre les objectifs établis, certains principes sont édictés et leur application vérifiée par les organismes certificateurs du CÉ. Ceux-ci vont guider les activités de ceux qui pratiquent le CÉ. En effet, ces principes sont le résultat d'une synthèse des critères utilisés par les organismes certificateurs dont le rôle est d'assurer le respect de ces principes (Mori 2005, 25). Autrement dit, les pratiques du CÉ sont basées sur la relation entre producteurs et consommateurs et le respect de certains critères minimaux.

Dans la littérature sur la pratique du CÉ, on recense plusieurs principes dont le nombre demeure variable. Toutefois, nous considérons les principes décrits par Waridel comme étant les principes de base de notre étude. Il s'agit du prix équitable, du

---

<sup>15</sup> Ces objectifs ont été élaborés par le réseau FINE, fondé en 1998 et qui réunit les grandes organisations internationales du CÉ : FLO, IFAT, NEWS et EFTA. En ligne. [http : //www.equiterre.org](http://www.equiterre.org) (page consultée le 12 novembre 2006).

financement, de l'engagement à long terme, du commerce direct, de la protection de l'environnement, du développement communautaire et de l'organisation démocratique. Puisque ces critères constitueront les indicateurs de notre étude et afin d'enrichir et approfondir notre analyse, nous en avons ajouté deux autres, les activités de formation et l'équité femme/homme, qui proviennent des organismes certificateurs du CÉ et que nous considérons également fondamentaux. En effet, l'ajout de ces deux derniers critères nous semble important pour permettre une analyse plus complète de l'aspect social de ce type de commerce. Toutefois, les définitions de ces principes que nous présentons ci-dessous, ne proviennent pas nécessairement du même auteur. Elles sont le résultat d'un résumé des définitions semblables ou complémentaires que nous avons recensé dans la littérature du CÉ, les voici :

- ❖ *Prix équitable* : ce prix doit permettre aux producteurs de vivre décemment et d'inclure non seulement les coûts des matières premières, des moyens de production et du temps de travail, mais aussi les coûts sociaux et environnementaux aux prix chargés aux acheteurs (Mori 2005). C'est-à-dire, un prix qui couvre les coûts de production, les frais généraux ainsi qu'une rémunération juste aux producteurs (Yepez, Mormont, Charlier, Haynes, Bach et Mayet 2006).
- ❖ *Commerce direct* : le produit est acheté par l'importateur du Nord directement de la coopérative ou de l'association de producteurs du Sud, sans intermédiaire (Waridel 1997). Cela permet de maximiser la marge du producteur.
- ❖ *Engagement à long terme* : quand l'importateur achète un produit, il s'engage à l'acheter à plus de deux reprises à la même coopérative ou association de façon à

assurer une certaine constance dans les ventes de la coopérative<sup>16</sup>, ce qui permet au producteur de planifier sa production.

- ❖ *Financement* : cela permet aux producteurs d'améliorer leurs liquidités en ayant accès à un prépaiement de 30 à 75 % de la production vendue (Lecomte 2004) afin d'éviter l'endettement face aux usuriers. Cependant, ce paiement à l'avance est à la demande du producteur.
- ❖ *Protection de l'environnement* : les organismes du CÉ doivent encourager les producteurs à adopter des pratiques qui respectent l'environnement afin d'atteindre un développement qui soit durable (Tadros 2002).
- ❖ *Activités de formation* : elles ont pour objectif de développer les compétences commerciales des producteurs via différentes formations, notamment en marketing (amélioration de la qualité du produit et gestion), sur la connaissance des marchés internationaux, sur les techniques et normes d'exportation, etc. Néanmoins, ces formations peuvent être également d'ordre social, telles que l'alphabétisation, la sécurité alimentaire, la santé, etc. (Yepez *et al.* 2006).
- ❖ *Équité homme/femme* : promouvoir l'autonomie des femmes, ces dernières doivent recevoir une rémunération égale à celle des hommes et avoir l'opportunité de participer aux prises de décision<sup>17</sup>.
- ❖ *Développement communautaire* : on doit contribuer au développement de la communauté via la création d'emplois, le rehaussement des compétences par transfert de connaissances, les projets d'éducation, la santé, le développement

---

<sup>16</sup> Transfair Canada. 2006. En ligne. [http : // www.transfair.ca](http://www.transfair.ca) (page consultée le 5 novembre 2006).

<sup>17</sup> International Fair Trade Association (IFAT). 2006. En ligne. [http : // www.ifat.org.ca](http://www.ifat.org.ca) (page consultée le 12 novembre 2006).

agricole, l'amélioration ou la création de nouveaux systèmes sociaux. Cependant, les bénéfices supplémentaires provenant du CÉ doivent être réinvestis, en premier lieu, dans l'association ou la coopérative afin d'assurer leur consolidation et leur longévité dans le temps (Mori 2005).

- ❖ *Organisation démocratique* : les producteurs du Sud se regroupent en coopératives ou en associations, gérées de façon démocratique et transparente dans les décisions concernant la production, la destination des gains et le montage des projets locaux (Bucolo 2000). En plus, le mouvement du CÉ vise à permettre aux producteurs d'acquérir une expertise de leadership et de gestion afin de leur permettre une autonomie au niveau de leur développement interne.

Enfin, tous les acteurs du CÉ, provenant du Nord ou du Sud, doivent s'engager à respecter ces critères établis afin de permettre la durabilité de ce mouvement. Selon Bucolo, aucun de ces principes n'a été établi au hasard et chacun donne lieu à des dynamiques solidaires et durables, socialement et écologiquement (2000, 8).

#### *1.1.4 Les acteurs du commerce équitable*

Le CÉ est composé de différents acteurs, lesquels se partagent les tâches pour le fonctionnement de l'ensemble du système (Bucolo 2000). Bien que l'objectif de solidarité soit commun, ces derniers ne suivent pas les mêmes démarches. En effet, leurs modalités d'action sont distinctes, chacune ayant sa propre logique. De cette diversité, on peut différencier deux grands courants que nous appelons : filière intégrée

et filière labellisée (Bisaillon, Gendron et Turcotte 2006, Habbard, Lafarge, Peeters et Vergriette 2002, Johnson 2003, Lecomte 2004, Lemay 2006b, Renard 2003). Avant de décrire ces deux courants, voici le dénominateur commun de toutes ces filières du CÉ, les producteurs défavorisés du Sud.

La plupart des *producteurs défavorisés du Sud* vivent dans les pays en développement et dans trois ensembles régionaux : l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie du Sud. Ces producteurs se regroupent afin d'augmenter leur visibilité et de réduire leur vulnérabilité vis-à-vis des intermédiaires. Ces regroupements s'appuient aussi sur diverses formes d'organisations du travail, conformes à la nature et au lieu de production : production agricole ou artisanale, zone rurale, urbaine ou périurbaine, etc. (Habbard et al. 2002). Il est possible d'identifier deux types de producteurs défavorisés du Sud en fonction de leur statut :

- ❖ Les coopératives et les associations de producteurs agricoles (particulièrement les filières du café et du cacao) et les grandes plantations (notamment les filières du thé et de la banane);
- ❖ Les petites et micro entreprises spécialisées dans l'artisanat, l'art ménager, la confection et le textile (Habbard et al. 2002).

La *filière intégrée* a sa propre stratégie d'action basée sur une distribution des produits provenant du CÉ à travers les boutiques spécialisées. Elle cherche donc un réseau alternatif de commercialisation. Selon Johnson (2003, 2) :

Ils peuvent réunir des producteurs, organisés démocratiquement en coopératives, à un central d'achat [...] obéissant aux critères du CÉ. Ce type de partenariat vise le développement d'un commerce alternatif, obéissant à



des critères d'équité et de transparence d'un bout à l'autre de la chaîne commerciale, y compris les pays consommateurs.

Ainsi, ce courant, qui constitue la forme historique du CÉ, veut transformer les règles du système commercial international par le biais du CÉ.

La filière intégrée est composée de trois intervenants : a) les importateurs qui achètent directement aux producteurs défavorisés du Sud, b) les magasins du monde qui revendent ces produits aux consommateurs, c) la ou les fédérations nationales qui assurent les actions de campagne de sensibilisation au CÉ parfois en concertation avec les importateurs (Habbard *et al.* 2002). À la lumière de ce qui précède, nous présenterons et décrirons consécutivement trois intervenants de la filière intégrée : EFTA, NEWS et IFTA.

- ❖ **EFTA** (European Fair Trade Association / La Fédération Européenne du Commerce Équitable) est une association créée en 1990, qui regroupe une douzaine de centrales d'importations européennes dans neuf pays. Cette association facilite l'échange d'information et la mise en réseau de ses membres<sup>18</sup>.
- ❖ **NEWS** (Network of European Worldshops / Le Réseau de Magasins du Monde Européens) est un réseau européen fondé en 1994. Ce dernier regroupe 15 associations nationales dans 13 pays européens, représentant près de 2400 magasins du monde. En plus de faciliter la coordination entre ses membres, il

---

<sup>18</sup> FINE 2006. En ligne. [http : // www.artisansdumonde.org](http://www.artisansdumonde.org) et [http : // www.ifat.org.ca](http://www.ifat.org.ca) (page consultée le 14 novembre 2006).

développe et organise des campagnes européennes de sensibilisation des consommateurs et des décideurs politiques et économiques<sup>19</sup>.

❖ **IFAT** (International Fair Trade Association / La Fédération Internationale pour un Commerce Alternatif) est un réseau international créé en 1989. IFAT regroupe 300 organisations dans plus de 60 pays. Ses membres sont des coopératives et des associations de producteurs, des entreprises d'exportation, d'importateurs, des distributeurs, des réseaux nationaux et régionaux de commerce équitable et des organismes de soutien au CÉ. Presque 65 % de ses membres sont basés au Sud (Afrique, Amérique latine et Asie), le reste provient d'Europe, d'Amérique du Nord, du Japon, d'Australie, etc. L'objectif de la Fédération est de protéger et de promouvoir l'idée de CÉ et de développer les échanges<sup>20</sup>.

Quant à la *filière labellisée*, il s'agit d'un nouveau mode de CÉ apparu vers la fin des années 1980 avec la création, aux Pays-Bas, du label Max Havelaar. Cette stratégie de distribution basée sur l'étiquetage permet d'identifier un produit équitable vendu dans la chaîne commerciale conventionnelle. Tout cela a permis la pénétration des produits du CÉ dans le circuit traditionnel de la grande distribution (supermarchés et hypermarchés en particulier). L'objectif de cette façon d'opérer est d'établir, selon Johnson (2003, 2) des :

... relations entre producteurs et partenaires économiques conventionnels, acceptant de se soumettre aux critères et aux conditions définies par les [...] organismes de labellisation, qui misent sur une croissance massive de la vente de produits du CÉ à travers la grande distribution.

---

<sup>19</sup> *Idem.*

<sup>20</sup> *Idem.*

Ce courant ne cherche pas à transformer le système commercial mondial, il veut plutôt maximiser l'insertion des produits équitables sur les marchés afin que le plus grand nombre de producteurs puissent bénéficier du produit de leur vente.

Quant aux intervenants de la filière labellisée, c'est seulement l'organisme de labellisation qui est une organisation appartenant au mouvement de CÉ. Les autres intervenants - les importateurs, les transformateurs et les distributeurs - ont seulement une partie de leurs activités intégrées au CÉ. Il n'existe pas un lien de militantisme, de solidarité entre les différents intervenants de la filière labellisée tel que dans la filière intégrée (Habbard *et al.* 2002). On pourrait dire que la filière labellisée s'appuie sur un lien contractuel qui existe entre le détenteur de la licence du label, importateur ou transformateur du commerce traditionnel, et l'organisme de labellisation.

Comme nous l'avons mentionné antérieurement, la première initiative de labellisation est apparue en Hollande en 1988 avec le label Max Havelaar. Ce dernier va par la suite s'implanter dans beaucoup de pays. De plus, d'autres labels ont vu le jour : Transfair international, Fair Trade Mark, Rättvisenmarkt, etc. En 1997, dix-sept organismes de certification ont mis sur pied une fédération internationale : La Fair Labelling Organization–International (FLO-I). Cette fédération a été créée pour assurer au moins une certaine coalition et uniformité de critères entre les différents organismes certificateurs.

- ❖ **FLO-I** (Fair Labelling Organization–International / Organisation internationale de Labellisation du Commerce Équitable) est le seul organisme international de certification du CÉ. Ce réseau regroupe 20 membres provenant de l'Allemagne,

de la Belgique, de la Grande-Bretagne, du Canada, du Danemark, de la Finlande, de la France, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suisse et des États-Unis. Cet organisme certifie et inspecte d'une manière régulière environ 420 organisations de producteurs dans 50 pays du Sud<sup>21</sup>.

La labellisation a permis au CÉ de pénétrer le marché par le biais des circuits de distribution traditionnels. Par exemple, depuis l'instauration des labels, la vente de produits équitables, particulièrement celle du café, a connu en Europe un grand essor avec une progression variant entre 10 et 25 % par an (Bucolo 2000, 26). Cependant, cette sorte de stratégie de distribution a entraîné de durs débats parmi les membres du mouvement, car cette pratique, selon les opposants, va faire sombrer le CÉ dans une dérive commerciale ce qui pourrait conduire à la banalisation de la notion de CÉ.

En 1998, afin de coordonner et d'harmoniser leurs actions ainsi que leurs critères, les quatre principaux organismes de producteurs, d'importateurs, de distributeurs et de labellisation du CÉ se réunissent autour d'une plateforme de coordination internationale nommée FINE (F de FLO, I de IFAT, N de NEWS et E de EFTA).

C'est toutefois le comportement responsable du *consommateur* qui est la clef du CÉ. Son choix permet d'influencer les politiques des distributeurs et son esprit critique permet de garantir l'application des critères. En plus, le CÉ n'existerait pas sans une prise de conscience du consommateur des coûts sociaux et environnementaux de la

---

<sup>21</sup> *Idem.*

production (Johnson 2003). Enfin, les consommateurs peuvent être des individus, un collectif ou même une institution.

Bien que le CÉ soit perçu favorablement et comme une alternative au commerce traditionnel, il est cependant critiqué par certains analystes qui affirment que cette sorte de commerce perpétue la dépendance des pays en développement face aux produits d'exportation traditionnels. En effet, le CÉ encourage les communautés défavorisées du sud à continuer de produire des marchandises à faible valeur ajoutée au lieu de celles ayant une plus grande valeur économique. Néanmoins, les partisans du mouvement du CÉ répliquent qu'ils sont en train de travailler sur cela. En plus, ils reconnaissent que la diversification de la production est essentielle afin de réduire la pauvreté, mais ils soulignent que cela va prendre du temps et des capitaux pour combattre cette dépendance envers les produits de base (Blouin et Penner 2005). Entre-temps, le CÉ peut faciliter cette transition en améliorant la qualité de vie des producteurs grâce aux outils financiers et organisationnels qui pourraient servir de levier.

Par ailleurs, d'autres croient que l'objectif écologique du CÉ est contradictoire puisque l'emballage et le transport des produits équitables sont d'importants facteurs de pollution. L'on se questionne à savoir s'il ne serait pas mieux d'encourager la consommation de produits locaux plutôt qu'équitables. « Est-il par exemple raisonnable d'encourager la création d'un label de fleurs équitable pour l'exportation, lorsqu'on sait que celles-ci sont transportées par avion ? Le commerce équitable ne devrait-il pas encourager les circuits de commercialisation courts, qui sont généralement plus écologiques et propices au développement de nouvelles solidarités ? » (Johnson 2001,

13). Cependant, les tenants du CÉ répondent que ce qui est fabriqué localement n'est pas nécessairement écologique (Diaz Pedregal 2006, 20). D'autre part, les partisans du CÉ soulignent qu'ils privilégient le transport par bateau, moins polluant que le transport aérien.

Enfin, d'autres critiquent le fait que le CÉ ne parvient pas à remettre en question la structure fondamentale du système économique actuel (Boris 2005, 178). En effet, des auteurs comme Nadeau (2005) et Boris (2005) affirment que le CÉ n'apporte aucun principe de changement structurel au système commercial et qu'il ne cherche pas modifier les rapports de force prédominants entre les pays riches et pauvres en s'attaquant aux problèmes structurels qui empêchent le rééquilibrage de la relation Nord/Sud. Le CÉ deviendrait donc un segment de marché de plus dilué dans l'offre (Nadeau 2005). Néanmoins, les défenseurs de cette pratique commerciale estiment qu'il est vrai que le CÉ ne peut solutionner les inégalités de développement à l'échelle mondiale, sa zone d'action étant restreinte, mais agit à titre de coopération internationale immédiate avec des producteurs économiquement défavorisés afin de leur permettre d'acquérir des conditions de vie moins souffrantes (Diaz Pedregal 2006, 17).

En somme, nous avons vu un bref historique, les objectifs, les critères recensés et les acteurs du CÉ. Retenons que ce type de commerce propose une autre avenue afin de permettre l'amélioration de la qualité de vie des producteurs défavorisés de certains pays du Sud. Qui plus est, selon ses tenants, il s'agirait d'un moyen et non une fin en soi, car il vise le développement durable dans les communautés défavorisées. Cependant, pour y arriver, les protagonistes du CÉ estiment qu'il devrait reposer sur le développement d'un

nouveau partenariat entre producteurs et consommateurs, où la décision d'achat irait plus loin qu'une décision strictement économique, pour s'inscrire dans la poursuite d'autres valeurs telles que l'éthique, la solidarité, l'équité, etc.

## **1.2 Le CÉ en perspective : quelques études de cette pratique**

Dans cette partie, nous présentons quelques études de cas afin de voir si, d'après leurs conclusions, le CÉ pourrait contribuer à l'amélioration des conditions de vie des producteurs défavorisés du Sud et, en conséquence, à un développement.

### *1.2.1 Présentation d'études sur le CÉ*

Les études que nous présentons ont été effectuées dans différentes régions du monde et auprès d'une gamme de produits variés (mangues, cacao, café, artisanat, coton, etc.). Bref, cette revue de littérature vise à mettre en perspective les études empiriques afin d'alimenter la crédibilité du CÉ et de tenter d'évaluer la portée de sa mise en application.

Le CÉ reste un phénomène relativement nouveau ce qui complique l'exercice de comparaison. Bien qu'il commence à y avoir de plus en plus d'études, notamment depuis les cinq dernières années (Lemay 2006b, 32), la littérature sur le CÉ est toutefois insuffisante. Qui plus est, les auteurs utilisent des angles, des variables et des méthodologies fort différentes ce qui rend les comparaisons encore plus difficiles. Jusqu'à maintenant, les recherches concernent, selon Perna, « des aspects spécifiques tel le marché mondial du café, du thé, du cacao, de la banane, etc. ou des aspects plus

généraux comme l'histoire du [CÉ], les caractéristiques du consommateur éthique, l'inscription du [CÉ] dans le rapport Nord/Sud, etc. »<sup>22</sup> En outre, le fait que certaines de ces études soient commandées par des organisations du CÉ peut parfois nuire à leur objectivité. Pour pallier ce problème nous avons fait attention de varier nos sources en prenant des études provenant de mémoires, de communications – dont certaines sont l'avancement de résultats de futurs mémoires - et de rapports de recherche<sup>23</sup>.

Cette présentation d'études de cas comprendra les résultats généraux d'une dizaine de travaux effectués dans différentes régions du monde ce qui reflète, à nos yeux, la diversité concernant l'aspect culturel et la production. De ce fait, cela nous

---

<sup>22</sup> (Cité par Mori 2005, 16).

<sup>23</sup> **Mémoires** : Tonia Mori, « Le projet du CÉ réalisé au Sud ; trois entreprises collectives chiliennes de vin équitable », Mémoire de maîtrise. Département de sciences de la gestion (Montréal : École des Hautes Études Commerciales de Montréal, 2005). Benjamin Huybrechts, « L'impact du CÉ sur les producteurs ; le cas de coopératives de café et de cacao en Bolivie », Mémoire de maîtrise. DEA interuniversitaire en développement, Environnement et Sociétés. (Belgique : Université de Liège et Université Catholique de Louvain, 2005). **Communications** : Véronique Bisailon, « Commerce équitable et développement durable ; le cas d'une organisation de producteurs de café du Chiapas », Cahier de recherche 07 (Montréal : Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG - Université de Québec à Montréal, 2006). Caroline Langis, « Les femmes sont-elles incluses dans le projet de développement durable proposé par le CÉ ? Une étude de cas dans les Andes péruviennes », Communication (Montréal : Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG - Université de Québec, 2006). Nathalie McSween, « La contribution du CÉ au développement durable ; le cas de l'Union fruitière et maraîchère du Burkina Faso (UFMB) », Communication (Montréal : Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG - Université de Québec, 2006). Gilles Roches, « Impact du CÉ sur les revenus des agriculteurs ; le cas de CONACADO en République Dominicaine », Communication (Montréal : Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG - Université de Québec, 2006). **Rapports de recherche** : Fédération Artisans du Monde, « Étude de l'impact de 25 ans de commerce équitable sur les producteurs du Sud partenaires d'Artisans du Monde », Rapport final : synthèse réalisée par Christophe Mestre (France : Fédération Artisans du Monde, 2004). Youssouf Sanogo, « Coton équitable et développement durable au Mali ; une étude exploratoire », Rapport de recherche N° 12 (Québec : Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et de la Chaire de recherche du Canada en responsabilité sociale et développement durable (CRSDD), Université du Québec en Outaouais, 2006). Jean-Frédéric Lemay, « Rapport exploratoire de recherche sur les pratiques économiques de CÉ au Burkina Faso et Sénégal », Rapport de recherche N° 10 (Québec : Chaire de la recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (CRSDD) de l'UQAM. Université du Québec en Outaouais, 2004). Isabel Yopez et Marc Mormont (dir.), « Le CÉ face aux nouveaux défis commerciaux ; évolution des dynamiques d'acteurs », Rapport final CP/48 (Belgique : Plan d'appui scientifique à une politique de développement durable (PADD II), Politique scientifique fédérale, 2006).



permet de saisir les répercussions du CÉ à travers un contexte géographique élargi. Nous aurions pu choisir un plus grand nombre d'études ou encore les approfondir, mais cela aurait sans doute constitué un mémoire à lui seul. Ici, nous cherchons à dégager des tendances, lesquelles pourraient mener vers de nouvelles pistes d'études permettant de les confirmer ou non.

Tout d'abord, nous commencerons par présenter les grandes lignes des résultats des études suivantes : celles de Langis, Bisailon, de McSween, de Lemay, de Sanogo, de Yopez et Mormont, de Mori, d'Huybrechts, d'Artisans du Monde et enfin de Roches.

Comme première étude de cas, nous avons choisi celle de Caroline Langis réalisée au Pérou auprès de la coopérative de café Cemaq, membre de la fédération de Café COCLA (Central de Cooperativas Agrarias Cafetaleras). L'auteur cherche à déterminer si les femmes sont présentes dans le projet de développement durable proposé par le CÉ. Pour y arriver, elle concentre son analyse sur les effets du CÉ dans le rapport des sexes (égalité). De plus, elle cherche à comprendre, si le CÉ, selon le point de vue des femmes, peut être considéré comme un moyen d'*empowerment* pour elles. Ainsi, elle conclut, après deux mois de séjour dans la coopérative, de l'observation participante et des entrevues, que le CÉ peut contribuer à accroître l'égalité entre les sexes et l'*empowerment* des femmes. Ceci est possible grâce aux pressions extérieures directes et indirectes que requiert l'organisation du CÉ, notamment en ce qui a trait à l'égalité entre les hommes et les femmes, valeur véhiculée de façon non systématique dans le commerce conventionnel. Cela est également faisable grâce aux formations qui permettent aux femmes d'accroître leur estime de soi. Elles participent désormais aux

réunions, occupent des postes à l'intérieur de l'organisation et prennent conscience de leurs droits individuels et collectifs. Par contre, même si le processus d'*empowerment* est en cours, la situation est loin d'être réglée. Les femmes ne participent pas directement aux prises de décisions, les associations acceptant uniquement le vote du membre titulaire, dans la plupart des cas le mari. De plus, la sécurité financière n'est pas acquise, car la plupart des propriétés sont au nom du mari, sauf à quelques exceptions près.

Une autre étude réalisée aussi en Amérique latine, plus précisément au Mexique, par Véronique Bisaillon confirme les résultats de Langis en ce qui concerne la participation des femmes au CÉ. Cette étude portant sur la production de café indique que le CÉ reste une affaire d'hommes, car il y a une participation minoritaire des femmes comme membres des associations. L'étude de cas de Bisaillon a été effectuée auprès de l'Organisation de Cafecultores Emiliano Zapata (OCAEZ), membre de la Fédération Indígena Ecológica de Chiapas (FIECH). Cette analyse se fait principalement via l'étude de terrain et l'opérationnalisation de certains critères du CÉ<sup>24</sup>. Elle en conclut que la contribution du CÉ ne serait pas aussi claire que l'affirment les organisations qui défendent le CÉ. Ce mode de commerce a permis une avancée quant à l'obtention d'un prix équitable, à l'octroi de formations, à la conscientisation des iniquités, à l'importance de protéger l'environnement et au ralentissement de l'exode rural. Il demeure toutefois des lacunes car l'impact du CÉ est limité, notamment sur les

---

<sup>24</sup> Commerce directe, préfinancement, relation commerciale, juste prix, protection de l'environnement, gestion démocratique, condition de travail et développement de travail.

plans du bénéfice à la communauté, de la faible participation des femmes et du déficit d'implication des producteurs dans l'organisation.

L'étude de cas de Nathalie McSween s'inscrit dans la même lignée que l'étude précédente, à savoir qu'elle cherche aussi à vérifier la contribution du CÉ à l'amélioration des conditions de vie des producteurs défavorisés. En revanche, la recherche se déroule en Afrique auprès des producteurs de mangues Jigi Semen et Coopake, membres de l'organisation Union Fruitière et Maraîchère du Burkina Faso (UFMB). McSween analyse les prix dits « équitables », par rapport à ceux du marché conventionnel, l'accès au marché du CÉ, le préfinancement, les relations de l'UFMB avec ses membres et les relations de l'UFMB avec les partenaires du réseau équitable. Ensuite, conformément aux premiers résultats obtenus, elle poursuit l'analyse à partir des trois composantes : économique, environnementale et sociale afin de déterminer s'il y a une amorce de développement. Elle termine en soulignant que le CÉ a contribué positivement à l'amélioration des conditions de vie des producteurs et de leur famille, et que cette organisation semble, selon toute apparence, être dirigée démocratiquement par ses membres. Cependant, les avancées, sur le plan économique et environnemental, sont moins importantes que prévu, mais non moins négligeables.

Les conclusions de l'étude de McSween rejoignent en partie celles d'une autre étude exploratoire, concernant les pratiques économiques du CÉ au Burkina Faso et au Sénégal, réalisée par Jean-Frédéric Lemay. L'objectif de ce dernier était de trouver des pistes menant à de futures recherches sur le CÉ en Afrique et, surtout, de guider le choix d'une éventuelle étude de cas. Ainsi, suite à ses observations de la filière de mangues au

Burkina Faso, il conclut que : le CÉ est mieux connu et plus institutionnalisé dans ce pays africain, (par rapport au Sénégal) le prix offert par le CÉ est meilleur que celui du marché traditionnel et la production de mangues destinée au CÉ a augmenté de 40 à 100 tonnes. Néanmoins, les membres de l'UFMB ne s'impliquent pas dans la dynamique associative et il n'y a pas une façon très précise dont on peut identifier le nombre exact de producteurs et l'extension de leurs terrains, ce qui provoque des problèmes au moment de livrer des commandes.

Notre comparaison des études portant sur le CÉ se poursuit sur le continent africain, avec cette fois une recherche, faite auprès de producteurs de coton biologique et équitable, effectuée au Mali (région Kita et Bougouni) par Youssouf Sanogo. Celui-ci cherche à comprendre l'opérationnalisation sur le terrain de cette pratique de CÉ et la contribution au DD des collectivités impliquées. C'est ainsi que les résultats montrent qu'il y a des acquis en ce qui a trait à la structuration des producteurs (les producteurs sont organisés en coopératives), au respect des engagements par les partenaires (ils sont à la fois complémentaires et utiles), au partage d'informations et de savoirs entre partenaires (campagnes d'alphabétisation, techniques agricoles, en gestion, etc.), à la justice commerciale (relative aux conditions de commercialisation, les producteurs indiquent qu'ils gagnent plus avec le CÉ qu'avec le commerce conventionnel), à la gestion des ressources naturelles locales, et au renforcement de la dynamique socioéconomique locale (visible dans les investissements socioéconomiques de la part des producteurs dans les villages, par exemple scolarisation des enfants, construction de maisons, achat de motos, etc.). Il reste pourtant des efforts à faire sur le plan communautaire entre les responsables de coopératives et les élus locaux afin de créer

une dynamique socioéconomique autour des actions de développement social, économique et environnemental. Les autorités locales semblent avoir parfois profité, dans certains cas, de la contribution du CÉ à l'amélioration des conditions de vie des producteurs pour se déresponsabiliser de leurs obligations comme gouvernement.

Dans une perspective comparative plus large, une étude fort intéressante a été réalisée sous la coordination d'Isabel Yopez et de Marc Mormont, dans laquelle ils analysent non seulement la production du coton, mais aussi celle du cacao et de l'artisanat. De surcroît, l'étude s'est déroulée dans quatre pays : le Cameroun (cacao), la Bolivie (artisanat et cacao), l'Inde (coton) et le Pérou (artisanat), couvrant douze associations. L'objectif de cette recherche est, d'une part de comprendre comment s'opère la transformation du CÉ par le biais de la notion de référentiel (valeurs, normes et représentations) et, d'autre part d'analyser d'un point de vue plus évaluatif les effets de cette recomposition sur les capacités d'actions des bénéficiaires, en l'occurrence les acteurs du Sud et les femmes. Ils arrivent à la conclusion qu'à travers le CÉ, les relations Nord/Sud semblent être déséquilibrées, car les prises de décision, la conception de normes et leur exécution sont commandées et dirigées par les organisations du Nord. En plus, on constate que le déplacement du référentiel de base lié à la solidarité vers un référentiel lié de plus en plus au marché est très plausible, ce qui signifie le virage vers une approche de développement plus attachée aux besoins du marché (exigences gustatives, de la mode, etc.). Deuxièmement, les organisations du Sud ont des dynamiques très spécifiques et elles ne cherchent pas à atteindre seulement des objectifs commerciaux, tels que l'accès au marché, mais aussi elles voient le CÉ comme un projet de développement. Ces projets vont de la lutte contre la vulnérabilité et pour la survie

des populations à la lutte sur le plan politique, surtout en Amérique latine, pour défendre les droits des plus vulnérables. Enfin, l'étude démontre que les membres des associations participants au CÉ ont la possibilité de développer un certain *empowerment*, particulièrement les femmes en leur permettant l'autonomie et en favorisant un meilleur équilibre dans les relations homme/femme à l'intérieur de la famille, de la communauté et du village. Il faut cependant souligner que pour les femmes le processus d'*empowerment* a été plus important chez les artisanes, le secteur artisanal étant majoritairement féminin contrairement à l'agriculture, mixte, mais particulièrement dirigée par les hommes.

Dans son étude, Tonia Mori poursuit une réflexion similaire à celle de Yepez et de Mormont, à savoir que le CÉ est un projet initialement rêvé au Nord, puis réalisé au Sud. Toujours selon Mori, ce projet rêvé vise l'émancipation des producteurs marginalisés par la diminution des iniquités dans les rapports d'échanges et par la possibilité de tisser de nouveaux liens entre les producteurs du Sud et les consommateurs du Nord. Il s'agit d'une étude exploratoire dont l'objectif est de comprendre comment ce projet se concrétise au Sud. Trois organisations collectives de petits producteurs chiliens ont été étudiées, celles de Los Robles, d'El Corazon et de Sagrada Familia. Cette étude démontre qu'il y a un écart entre le projet promu au Nord par rapport au projet réalisé au Sud. Cette différence se présente à la fois sur le plan des pratiques, des critères de validité, des valeurs et de la mission. Néanmoins, avec le temps et l'influence des organismes de CÉ du Nord, le projet réalisé tend à s'ajuster et à diminuer les écarts qui les éloignent du projet proposé au Nord. En plus, il existe une dynamique équitable très flexible ce qui permet un ajustement mutuel et continu entre les

partenaires grâce aux relations d'interdépendance développées à travers le partenariat équitable.

Quant à Benjamin Huybrechts, il analyse les impacts du CÉ sur les producteurs eux-mêmes. Plus précisément, l'auteur veut mieux comprendre quels sont les effets du CÉ sur l'économie, la société et à qui ils bénéficient. Pour y arriver, il étudie quatre organisations de café ou cacao en Bolivie parmi lesquelles deux participent au circuit du CÉ, Ceibo et Coraca Irupana, alors que les deux dernières ne bénéficient pas d'un partenariat équitable, Coraca Carrasco et Cencoop. Cette classification lui permet d'établir certaines comparaisons afin de mieux cerner les impacts du CÉ. Les résultats de l'analyse confirment l'importance des organisations du Sud et de ses mécanismes de fonctionnement dans la redistribution du soutien équitable. D'autre part, sur le plan économique, le volume de production et, surtout, le prix ont eu des retombées sur le revenu. Aussi, l'auteur constate que le prix équitable tend à influencer positivement le prix régional. Quant à la dimension organisationnelle et humaine, les formations, la santé ou la participation ont été stimulées par le soutien des associations de CÉ mais d'une façon indirecte, car celles-ci dépendent davantage de l'évolution institutionnelle de la coopérative que des conditions commerciales. En revanche, il a remarqué qu'il y a deux risques qui découlent du CÉ. Le premier est la concentration de commandes chez un nombre réduit de partenaires ce qui pourrait occasionner un grand problème de dépendance. Deuxièmement, la concurrence démesurée entre les coopératives d'une même région ou encore le danger de la discrimination, entre ceux qui participent au CÉ et ceux qui n'y participent pas, pourrait perturber les équilibres locaux. Tout de même,

selon l'auteur, la participation au CÉ semble positive pour les partenaires étudiés bien qu'elle soit contingente de l'ampleur et de la pertinence du projet coopératif.

La Fédération Artisans du Monde a entrepris une étude d'impact dont l'objectif est d'identifier les effets réels du CÉ sur les producteurs défavorisés du Sud. Cette dernière a été effectuée dans neuf pays et auprès de seize organisations productrices d'artisanat et partenaires d'Artisans du Monde. En vue de mieux cerner les impacts du CÉ sur les producteurs, la Fédération concentre ses recherches en fonction de cinq angles d'analyse : les effets sur le niveau et les conditions de vie et sur le travail des producteurs, sur le genre d'organisation des producteurs et sur le développement local et national. On y remarque que le CÉ permet aux producteurs d'augmenter ou de sécuriser leurs ressources individuelles et familiales ce qui se traduit chez les plus pauvres, par l'accès à un métier, aux produits de première nécessité ou à une certaine formation. Pour les producteurs moins défavorisés, cela passe par l'investissement dans leurs outils de production, l'ouverture à de nouveaux marchés, etc. D'autre part, le CÉ offre la possibilité aux producteurs de développer leurs compétences ainsi que d'obtenir une valorisation sociale et professionnelle, et le développement de liens sociaux. D'ailleurs, le CÉ a permis l'émergence et le développement au Sud d'organisations fortes, compétentes et réputées. En revanche, le CÉ ne semble pas avoir un effet d'entraînement en ce qui a trait au développement des milieux locaux ou nationaux (quartiers, communautés ou villages des producteurs, etc.). Finalement, selon les auteurs, le CÉ permet d'améliorer le niveau de vie des producteurs sans contribuer à un changement de structure.



La dernière étude choisie tient davantage compte de l'aspect économique du CÉ. Elle a été réalisée par Gilles Roches qui propose d'évaluer l'impact du CÉ sur les revenus des agriculteurs de l'organisation CONACADO (*Confederacion Nacional de los Cacaocultores Dominicanos*) en République Dominicaine. L'auteur de l'étude se demande si les producteurs participant au CÉ ont amélioré significativement leurs revenus grâce au prix équitable. Pour répondre à ce questionnement, il a analysé des documents comptables qui couvrent la période de 1999 à 2004, lesquels ont été fournis par l'organisation de producteurs. Ces documents ainsi que ceux d'organismes publics du pays, notamment ceux de la Commission de cacao et du Département de cacao, ont permis de valider certaines données reçues par l'association CONACADO. Les résultats de l'étude montrent que l'impact direct de la filière équitable sur le revenu des producteurs est très faible puisque ce dernier augmente seulement de trois dollars américains (3 \$ US) par famille et par an. L'auteur croit que cela puisse être dû aux petites quantités achetées et au mécanisme de formation des prix.

En somme, ces résultats montrent, d'une façon générale, que la participation au CÉ permet le développement économique des producteurs y participant. Ce développement est toutefois relatif, car il n'a provoqué aucun changement structurel. Pour ce qui est de l'aspect environnemental, les résultats démontrent qu'il y a des retombées mais plus ou moins significatives, c'est-à-dire qu'il y a place à l'amélioration. Enfin, nous constatons des avancées significatives sur le plan social, bien que le développement communautaire soit quelque peu négligé en faveur d'investissements au sein des organisations participant au CÉ.

### 1.3 La démocratie délibérative

Notre étude de cas porte également sur les pratiques démocratiques existantes à l'intérieur des organismes participants au CÉ. Les défenseurs du CÉ affirment que l'un des critères pour pouvoir participer à cette forme de commerce est l'implantation d'une gouverne démocratique dans les associations. Ainsi, « de façon générale, les producteurs doivent garantir un fonctionnement et des procédures décisionnelles démocratiques au sein de leur organisation » (Bowen 2001, cité par Gendron 2004a, 8). Ils planifient eux-mêmes leurs projets de développement, car les profits qui seront générés par la vente des produits équitables seront réinvestis dans la communauté selon les besoins de la population. Afin de pouvoir réaliser cette analyse, via le critère «organisation démocratique», nous nous appuyons sur le concept de la démocratie délibérative. Il s'agit surtout de vérifier si l'organisation CIAP participant au CÉ adopte des processus décisionnels démocratiques basés sur la délibération. Dans cette section, nous présenterons quelques définitions du concept de démocratie délibérative pouvant être applicables à la pratique du CÉ et, d'autre part, nous mentionnerons certaines critiques formulées à l'égard de cette notion.

Le concept de démocratie délibérative est apparu au milieu des années 1980 en proposant une synthèse entre les conceptions libérales et républicaines de la démocratie. Bien qu'il existe diverses variantes de la démocratie délibérative, tous s'entendent sur le fait que **le citoyen est raisonnable**, c'est-à-dire qu'il est honnête, prédisposé à l'argumentation, ouvert aux opinions des autres et souhaite le bien-être de la collectivité.

On suppose également que le citoyen a la possibilité de participer à la délibération, d'une manière libre et égale (Gagné 2002).

Ainsi, par délibération on entend le processus individuel ou collectif de formation de la volonté précédant la décision, et durant lequel l'individu ou le groupe analyse différentes options avant de se décider pour l'une d'entre elles (Manin 1985). Pour éviter que ces décisions soient le résultat d'intérêts égoïstes et irréalisables, il faut promouvoir le souhait du bien commun, du bien public ou de l'intérêt général. Mais, pour construire ce bien supérieur, il est nécessaire de favoriser la circulation de l'information par le biais des débats dans l'espace public.

Aussi, les espaces délibératifs, qu'ils s'agissent d'institutions locales, d'associations ou de mouvements sociaux, pourraient donc jouer le rôle d'école de la démocratie. En effet, le fait que les membres d'une communauté dialoguent, débattent et décident de leurs objectifs communs, leurs aspirations, leurs problèmes, va les aider d'une part, à prendre des décisions consensuelles et effectives et, d'autre part, à acquérir par le biais de cette participation plus de connaissances et l'adoption d'un comportement démocratique et moral. Ce dernier est justifié, car l'action de décider et de débattre sur l'avenir de chacun et de la communauté en général, comporte un aspect moral inégalable. Selon Talpin :

La participation serait à même de créer de meilleurs citoyens. Il est en effet impossible d'imaginer confier une part de responsabilité politique à des citoyens incompetents. Ceux-ci se formeraient donc directement, par la pratique de la participation. Afin de "rapprocher" les citoyens des hommes politiques, il est donc nécessaire d'éduquer les citoyens à l'école de la démocratie (s.d. 4).

De plus, Mansbridge (2002, 301) affirme que :

*Participating in democratic decisions makes many participants better citizens. I believe this claim because it fits my experience. [...] Those who have participated actively in democratic governance often feel quite strongly that the experience has changed them. And those who observe the active participation of others often think they see its long-run effects on the others' characters.*

Sous cet angle, la démocratie délibérative suppose que pour prendre des décisions démocratiques selon Fung et Wright (2001), les participants doivent apprendre à respecter le point de vue des uns et des autres sans quoi il ne pourrait s'agir de choix collectifs mûrement réfléchis et éclairés. Aussi, les participants doivent apprendre l'art d'argumenter et de persuader leurs pairs plutôt que d'imposer leur point de vue. De plus, ces mêmes auteurs affirment que l'application de la démocratie délibérative doit être évaluée par ses résultats en termes de la qualité de leurs processus de décision, l'équité et l'efficacité de leur contribution au bien commun et à l'*empowerment* des individus et des collectivités concernées.

Cependant, ce concept ne reçoit pas l'aval de tous les chercheurs qui le critiquent principalement sur son aspect normatif et son applicabilité. Du côté de l'aspect normatif, certains croient qu'il s'agit d'un concept utopique puisqu'on ne considère pas qu'il existe un citoyen délibératif. De fait, « dans un contexte d'inégalités sociales structurelles, la délibération ne saurait être qu'un faux semblant, un paravent à toutes les formes de domination. » (Blondiaux 2004, 4). En ce qui concerne son applicabilité, l'on croit qu'en réalité se sont les groupes puissants de la société qui en bénéficieraient. Comme par exemple, elle donne plus d'avantages aux groupes très puissants de la société, la discussion ne promouvrait pas le plus de souvent le consensus sinon tout le

contraire elle collaborerait à polariser les opinions, etc. (*Ibid.*, 4-6). Notre objectif n'est pas d'analyser ou de confronter ces deux perspectives, mais d'étudier les pratiques démocratiques de l'organisation CIAP participant au CÉ par le biais du concept de la démocratie délibérative et non pas nous pencher sur une analyse approfondie des principes de cette théorie démocratique, mais en gardant ces dimensions en tête.

En terminant, il faut se souvenir que la démocratie est une exigence afin de participer au CÉ et, pour vérifier si elle est présente au sein des associations membres de la CIAP, nous nous appuierons sur le concept de démocratie délibérative. Cette forme de démocratie a ses adeptes et ses détracteurs, mais nous croyons en ses vertus, même si elle n'est pas parfaite.

## **Conclusion**

Le système commercial actuel favorise l'accentuation des injustices et repose davantage sur les bénéfices économiques que sur le bien-être de l'ensemble de la population. Effectivement, la concentration du pouvoir repose autour d'environ deux cents entreprises qui déterminent près de soixante-dix pour cent du commerce mondial. C'est dans ce contexte que le CÉ s'inscrit, à partir des années soixante, comme une alternative au commerce traditionnel international. Sa raison d'être est la réduction de la pauvreté chez les petits producteurs défavorisés des pays du Sud et leur communauté.

Les tenants du CÉ affirment que cette pratique alternative de commerce permet aux communautés qui y souscrivent d'améliorer leurs conditions d'existence. En effet,

en reprenant la définition du CÉ, nous y voyons qu'elle comprend des objectifs qui portent notamment sur une qualité de vie globale tenant compte des aspects économique, environnemental et sociopolitique du développement des individus et des communautés. De plus, la majorité des protagonistes du CÉ fait de la démocratie un aspect important du développement social des populations.

Au fil du temps, différentes visions du CÉ se chevauchent ou se succèdent. La première poursuit des valeurs humanistes religieuses, à savoir la défense du respect de la dignité humaine. La seconde, la tiers-mondiste, réclame la cessation de l'exploitation économique du prolétariat. Enfin, la dernière vision du CÉ, celle qui se réclame du DD, est en quelque sorte une synthèse des deux premières à laquelle on a ajouté des préoccupations environnementales propres à l'importance qu'elles revêtent à notre époque.

Les critères de base du CÉ que nous avons retenus pour notre recherche sont : le prix équitable, le commerce direct, l'engagement à long terme, le financement, la protection de l'environnement, les activités de formation, l'équité femme/homme, le développement communautaire et l'organisation démocratique. Ces principes doivent être respectés par les acteurs qui participent au CÉ. Ces derniers sont les producteurs défavorisés du Sud, la FINE une organisation comprenant les filières intégrées (EFTA, NEWS, IFAT) et labellisées (regroupées sous la FLO-I), et les consommateurs (individus, collectifs ou institutions). Ces derniers sont la clef du CÉ en ce sens que leurs choix permettent d'influencer les politiques des distributeurs et de garantir

l'application des critères, c'est-à-dire une prise de conscience des coûts sociaux et environnementaux de la production.

Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous avons présenté un résumé de la littérature traitant des résultats du CÉ. Dans la première étude, l'auteur cherche à déterminer si les femmes sont présentes dans le projet de DD proposé par le CÉ (Langis 2006). Quant à la seconde, il s'agit d'une communication, dans le cadre d'un projet de mémoire, qui constitue une analyse de la contribution du CÉ, via l'étude de terrain de l'opérationnalisation de certains critères du CÉ (Bisaillon 2006). Celle qui suit est également une communication, dans le cadre d'un projet de mémoire, qui s'inscrit dans la même lignée que l'étude précédente, à savoir de vérifier la contribution du CÉ au développement des populations défavorisées du Sud (Nathalie McSween 2006). La quatrième étude est celle des résultats d'un rapport de recherche ayant pour objectif de trouver des pistes menant à de futures recherches sur le CÉ en Afrique et, surtout, de guider le choix d'une éventuelle étude de cas (Jean-Frédéric Lemay, 2004). La cinquième consiste à comprendre l'opérationnalisation du CÉ et sa contribution au développement des collectivités impliquées (Youssef Sanogo, 2006). Quant à la sixième, il s'agit d'une recherche qui vise, d'une part à comprendre comment s'opère la transformation du CÉ par le biais de la notion de référentiel (valeurs, normes et représentations) et, d'autre part à analyser d'un point de vue plus évaluatif les effets de cette recomposition sur les capacités d'actions des bénéficiaires (Isabel Yopez et Marc Mormont (dir.), 2006). La septième étude est une recherche exploratoire dont l'objectif est de comprendre comment ce projet, initialement rêvé au Nord, se concrétise au Sud (Tonia Mori, 2005). L'étude qui suit est celle d'un mémoire dont l'objectif est l'analyse

des impacts du CÉ sur les producteurs. Plus précisément, l'auteur cherche à comprendre les effets du CÉ sur l'économie, la société et à déterminer à qui cela bénéficie (Benjamin Huybrechts, 2005). L'avant-dernier est une étude d'impact dont l'objectif est d'identifier les effets réels du CÉ sur les producteurs du Sud (Fédération Artisans du Monde, 2004). Enfin, la dernière étude présente les conclusions d'une recherche où l'on tente d'évaluer l'impact du CÉ sur les revenus des agriculteurs de l'organisation CONACADO, par le biais de documents comptables (Gilles Roches, 2006).

Puisque la démocratie est une exigence pour participer au CÉ, nous avons choisi de retenir l'approche de la démocratie délibérative, apparu au début des années 1980. La démocratie délibérative constitue une synthèse entre les conceptions républicaine et libérale de la démocratie. Aussi, elle repose sur le postulat que le citoyen est raisonnable, c'est-à-dire qu'il est honnête, prédisposé à l'argumentation, ouvert aux opinions des autres et souhaite le bien-être de la collectivité. Pour vérifier si les pratiques des organisations reposent sur ce concept, on doit vérifier si le citoyen a la possibilité de participer à la délibération, d'une manière libre et égale, si l'information circule, notamment par le débat dans l'espace public, lequel pourrait servir d'école de la démocratie. Plus concrètement, cela s'observe par le fait que les individus membres d'une communauté peuvent dialoguer, débattre et décider de leurs objectifs communs, leurs aspirations, leurs problèmes et respecter le point de vue des autres. Les résultats de l'application de la démocratie délibérative sont observables en termes de qualité du processus de décision, d'équité et d'efficacité de leur contribution au bien commun et à l'*empowerment* des individus et collectivités concernées.



## Chapitre 2 : Présentation du Pérou et de l'organisation CIAP

*El Perú es un mendigo sentado en un banco de oro.  
Antonio Raimondi (1826-1890)*

Ce chapitre constitue une présentation du contexte dans lequel s'insère cette étude de cas. Premièrement, nous décrivons la situation géographique, sociale démographique et présentons un bref historique de la politique contemporaine. Ensuite, nous fournissons une description géographique, sociale et démographique des provinces où nous avons réalisé nos entrevues. Enfin, nous décrivons l'organisation d'artisans péruviens que nous avons étudiée, en l'occurrence la CIAP, et son fonctionnement (structure organisationnelle, valeurs, localisation des associations membres, etc.).

### 2.1 Mise en situation

#### 2.1.1 Le Pérou

Le Pérou est situé à l'ouest de l'Amérique du Sud<sup>25</sup> et il a une façade de 3 000 Km sur l'océan Pacifique. Ce pays occupe une surface de 1 285 216 Km<sup>2</sup>, ce qui en fait le troisième plus grand pays de l'Amérique du Sud, après le Brésil et l'Argentine. Ses frontières sont : au nord, l'Équateur et la Colombie; à l'est, le Brésil; au sud, le Chili et la Bolivie. Le Pérou est formé de trois zones naturelles : La côte (*la Costa*), désertique et plate, occupe 10 % de la superficie du territoire. C'est là où se trouve la capitale du pays, Lima, et les principales villes situées dans les oasis; La montagne (*la Sierra*) est la cordillère des Andes et occupe 30 % du territoire péruvien. Cette région est très élevée

---

<sup>25</sup> Voir figure 1 à la page 56.

(jusqu'à 6 768 m au pic de Huascarán) et formée de hauts plateaux; La forêt amazonienne (*la Selva*), zone au climat tropical, qui couvre 60 % du territoire du pays. Le fleuve Amazone, qui est le principal cours d'eau du pays et le plus grand fleuve navigable au monde, se forme dans cette région près de la ville d'Iquitos<sup>26</sup>.

Quant à la population péruvienne, elle est d'environ 28 millions et se compose à 45 % d'autochtones (essentiellement des Quechuas et des Aymaras), à 37 % de Métis (issus d'un métissage entre Amérindiens et descendants d'Européens), à 15 % de Blancs (descendants d'Européens, surtout de l'Espagne) et à 3 % de Noirs, Japonais et Chinois. Cette population est répartie disproportionnellement sur le territoire péruvien : environ 60 % des Péruviens vivent dans la plaine côtière<sup>27</sup>, 30 % dans la montagne et seulement 10 % dans la forêt amazonienne. Les principales langues parlées par la population péruvienne sont l'aymara, l'espagnol et le quechua, les deux dernières étant les langues officielles du Pérou<sup>28</sup>. Enfin, la population péruvienne est très jeune, 31 % de sa population a moins de 15 ans, ce qui reflète une démographie très dynamique et un accroissement démographique très élevé<sup>29</sup>.

Au plan économique, le Pérou a libéralisé son économie dans les années 1990, durant le gouvernement d'Alberto Fujimori, en privatisant les entreprises publiques. Alejandro Toledo, élu président en 2001, a maintenu cette ouverture économique. En

---

<sup>26</sup> Pérou. Portal del Estado Peruano. 2006. En ligne. <http://www.peru.gob.pe> (page consultée le 15 décembre 2006).

<sup>27</sup> Uniquement dans la ville de Lima vivent 8 393 728 millions de Péruviens (*Idem*).

<sup>28</sup> République du Pérou. 2006. En ligne. <http://www.tlfg.ulaval.ca/axl/amsudant/perou.htm> (page consultée le 15 décembre 2006).

<sup>29</sup> Pérou. Portal del Estado Peruano. 2006. En ligne. <http://www.peru.gob.pe> (page consultée le 15 décembre 2006).

2005 le pays connaissait une croissance de 6,7 %, supérieure à celle de 2004 (4,8 %), un PIB par habitant de 2 875 \$, un faible niveau d'inflation (1,6 %), une monnaie stable depuis 10 ans, qui s'est même appréciée par rapport au dollar américain, et une réduction marquée du déficit des comptes externes<sup>30</sup>. Cependant, la situation sociale reste très fragile puisque cette amélioration économique ne bénéficie pas à la majorité de la population, mais à la classe économique dominante du Pérou<sup>31</sup>. Près d'un Péruvien sur deux (48%) vit présentement en situation de pauvreté avec 58 \$ par mois. Parmi eux, 18,1 % vivent dans l'extrême pauvreté avec moins de 32 \$ par mois<sup>32</sup>. En plus, le chômage et le sous-emploi affectent 68 % de la population péruvienne, dont 8 % est sans emploi et 60 % sous-employée. Au chapitre de l'indice de développement humain (IDH), le Pérou se classe au 85<sup>ème</sup> rang (0,752) sur 173 pays. Notons aussi qu'en 2004 les principaux secteurs d'activités composant le PIB du Pérou sont l'agriculture (8,3 %), l'industrie (21,5 %) et les services (53, 1 %)<sup>33</sup>. Enfin, dans le pays inca, l'espérance de vie est de 67,63 ans pour les hommes et 72,5 ans pour les femmes. Quant à la mortalité infantile, elle est de 30 pour 1000 naissances<sup>34</sup>.

L'histoire politique contemporaine du Pérou est marquée par un conflit interne armé opposant le gouvernement péruvien au groupe terroriste Sentier lumineux (*Sendero*

---

<sup>30</sup> *Présentation du Pérou*. 2006. En ligne. <http://www.diplomatie.gouv.fr> (page consultée le 16 décembre 2006).

<sup>31</sup> En Amérique Latine la distance entre le 10 % plus riche et le 10 % plus pauvre est de 50 à 1, en Italie elle est de 13 à 1, en Espagne de 8 à 1 et en Norvège elle est de 1.5 à 1. De plus, un rapport de développement humain de l'ONU sur les inégalités du revenu paru en 2005, place le Pérou au 100<sup>ième</sup> rang sur 124 pays. (Klikberg 2006). Par conséquence, ces inégalités font en sorte que presque la moitié de la population est exclue socialement et économiquement.

<sup>32</sup> La Republica. 2006. *Pobreza y pobreza extrema en el Perú*. En ligne. <http://www.larepublica.com.pe/images/stories/2006/julio> (page consultée le 17 décembre 2006).

<sup>33</sup> *Présentation du Pérou*. 2006. En ligne. <http://www.diplomatie.gouv.fr> (page consultée le 16 décembre 2006).

<sup>34</sup> *Pérou*. Portal del Estado Peruano. 2006. En ligne. <http://www.pcru.gob.pe> (page consultée le 17 décembre 2006).

*luminoso*), commandé par Abimael Guzmán Reynoso. Ce conflit a duré presque 25 ans, du gouvernement de Fernando Terry (1980-1985) en passant par celui d'Alan Garcia (1985-1990), ensuite d'Alberto Fujimori (1990-2001) puis s'achevant avec quelques attentats résiduels sous la présidence d'Alejandro Toledo (2001-2006). Cet affrontement armé a provoqué la mort d'environ 70 000 Péruviens<sup>35</sup>, dont la majorité était des paysans vivant dans les Andes, et le déplacement d'un nombre important de ruraux vers les principales villes du Pérou, notamment celle de Lima.

C'est durant le gouvernement d'Alberto Fujimori, vainqueur des élections présidentielles de 1990 sur le célèbre romancier Mario Vargas Llosa, que la plupart des leaders du mouvement terroriste sont capturés et emprisonnés, dont le chef Guzmán en septembre 1992. L'arrestation du chef du Sentier lumineux a permis à Fujimori de conserver le soutien de la population et la crédibilité en tant que président malgré le régime autoritaire qu'il impose au sein duquel les forces armées occupent une place prépondérante. Ainsi, de nouvelles élections sont fixées pour 1995 où Fujimori est réélu président avec une majorité au Congrès. Néanmoins, la menace terroriste subsiste car du 18 décembre 1996 au 22 avril 1997, un autre groupe terroriste, cependant moins important que le Sentier lumineux, le Tupac Amaru (MRTA), prend en otage les gens se trouvant à l'ambassade du Japon. Également, durant cette période, un conflit armé éclate entre le Pérou et l'Équateur en janvier 1995 au sujet du contrôle d'une partie de la

---

<sup>35</sup> Comisión de la Verdad y Reconciliación (CVR). 2006. *Conclusiones Generales del Informe Final de la CVR*. En ligne. [http://www.aprodeh.org.pe/sem\\_verdad/informe\\_final/conclusiones.htm](http://www.aprodeh.org.pe/sem_verdad/informe_final/conclusiones.htm) (page consultée le 18 décembre 2006).

cordillère du Condor, laquelle n'avait jamais été bornée, soit environ 78 kilomètres. En octobre 1998, les deux pays signent un traité de paix à Brasilia.

En mai 2000, en dépit de la constitution, le président Fujimori se représente pour un troisième mandat, avec comme principal opposant l'économiste d'origine autochtone Alejandro Toledo. Devant les fraudes constatées au premier tour, le candidat Toledo appelle le peuple au boycott du deuxième tour. Fujimori est réélu, mais son élection est contestée dans le pays comme à l'étranger. Peu de temps après, en novembre 2000, des preuves filmées confirment que le chef des services de renseignements, Vladimiro Montesino, bras droit du président, a remis de l'argent à un congressiste en échange de faveurs politiques. Puis, Alberto Fujimori se réfugie au Japon, à l'occasion d'un voyage officiel, d'où il annonce sa démission. Celle-ci est refusée par le Congrès péruvien qui préfère prononcer sa déchéance politique pour *incapacité morale permanente*. Après un intérim assuré par Valentin Paniagua, Alejandro Toledo est élu, en 2001, à l'issue d'un deuxième tour avec 53 % des voix contre 47% pour Alan Garcia<sup>36</sup>.

Après cinq ans au pouvoir, le président Toledo peut se vanter d'être l'architecte d'un redressement économique remarquable du Pérou grâce à sa politique économique rigoureuse et orthodoxe : assainissement des finances publiques, excédent budgétaire, exportations multipliées par 2,5 et croissance moyenne de 5 %. Malgré ce redressement de l'économie, les retombées sociales ne suivent pas ce qui provoque une grande déception au sein de la population. En effet, le régime ne peut résoudre le sous-emploi

---

<sup>36</sup> Oficina Nacional de Procesos Electorales (ONPE). 2001. *Presidenciales segunda vuelta*. En ligne. [http://www.onpe.gob.pe/onpe/pire/consulta\\_eleccion.php](http://www.onpe.gob.pe/onpe/pire/consulta_eleccion.php) (page consultée le 18 décembre 2006).

qui touche la majorité, près de 60 % de la population active<sup>37</sup>. C'est dans ce contexte qu'en juin 2006, la population péruvienne élit l'ancien président socialiste Alan Garcia dans l'espoir qu'il préconise un développement équilibré, à savoir autant économique que social.

En somme, nous pouvons constater que le Pérou est un pays très diversifié autant sur le plan géographique que social. En effet, les us et coutumes ne sont parfois pas les mêmes entre les différentes provinces et régions du pays. Les contrastes se font également voir du point de vue social alors que les pratiques culturelles des gens sont très différentes dans les trois régions. Les gens qui habitent la forêt amazonienne sont culturellement plus près de ceux de la région amazonienne de Colombie et du Brésil que du reste du Pérou. C'est comme si au Pérou, il y aurait plusieurs pays et non un seul. À cette diversité, on peut ajouter les problèmes économiques qui ne sont encore réglés malgré certaines améliorations ces dernières années, ce qui fait que la grande partie de la population (près de 50 %) a perdu l'espoir de se sortir un jour du cercle vicieux de la pauvreté. Enfin, tel que le dit Javier Abugattas<sup>38</sup> (2006) « Le Pérou doit apprendre à penser en diversité [notre traduction – ci-après, NT] ». Il souligne également que :

Au Pérou, on peut rencontrer en divers lieux, des conditions qui rappellent celles des pays africains à celles des pays de la vieille Europe. Ainsi, sur environ deux kilomètres, ces conditions peuvent changer totalement. Cela nous confronte à une réalité complexe devant laquelle nous avons deux options : ou travailler avec cette complexité ou l'ignorer en continuant de

---

<sup>37</sup> Malgré un bilan positif de la politique économique de Toledo, la plupart critique le fait que cette politique économique, visant principalement l'accroissement du PIB, n'a pas été accompagnée d'une politique sociale active qui aurait permis de diminuer la pauvreté.

<sup>38</sup> Vice-ministre des finances lors des gouvernements d'Alan Garcia, de Valentin Paniagua et d'Alejandro Toledo.

voter des lois que personne ne comprend et qui ne sont pas appliquées dans plusieurs endroits du pays<sup>39</sup> [NT] (Ibid).

Cette diversité des réalités péruviennes se verra également dans l'analyse ayant suivi notre étude de terrain couvrant plus d'un département à savoir ceux d'Arequipa, de Lima et de Puno<sup>40</sup>.

### *2.1.2 Les départements visités lors de notre étude*

#### ❖ *Arequipa :*

Ce département est situé au sud du pays entre la cordillère des Andes et l'océan Pacifique, sa superficie est de 63 345 Km<sup>2</sup> et sa capitale, Arequipa, est située à 2 380 m d'altitude. Son nom vient de la phrase quechua « Ari quipay » qui signifie « Oui, restons ». La ville d'Arequipa est la deuxième agglomération urbaine du Pérou avec 861 746 habitants et 1 172 959 habitants pour le département. La ville d'Arequipa est dominée par un groupe de volcans, dont le Misti (5 822 m) au cône parfait, et le Chachani (6 075 m) qui est le plus élevé de tous. Avec un PIB représentant 7,3 % du PIB total du Pérou, le département d'Arequipa est considéré comme la base de la structure économique du Sud du pays et la deuxième économie du pays après Lima. Ses industries de la bière et du ciment sont très développées. De plus, Arequipa produit du blé, du coton, du riz et des oignons. Il a aussi une faune très riche laquelle est composée

---

<sup>39</sup> En el Perú puedes encontrar, en distintos puntos, condiciones que van desde las de países del África hasta las de países de la vieja Europa. En un rango de dos kilómetros pueden cambiar las condiciones totalmente. Eso nos enfrenta a una realidad compleja frente a la que tenemos dos opciones: o trabajamos con esa complejidad, o la ignoramos y, por ejemplo, nos dedicamos a sacar leyes que nadie entiende y que no se aplican en un montón de lugares.

<sup>40</sup> Voir figure 2 à la page 56.

principalement de condors, d'alpagas, de vigognes, etc. Son taux de pauvreté atteint 39,3 % de la population, parmi laquelle 14,5 % vivent dans l'extrême pauvreté<sup>41</sup>.

❖ *Lima :*

Lima est la capitale du Pérou et du département du même nom. Cette ville est la plus peuplée du pays avec 8 393 728 habitants, ce qui représente presque un tiers de la population totale du pays. Environ le tiers de la population de Lima est issu de la migration rurale et habite ses bidonvilles l'encerclant. Cette ville se situe au centre de la côte ouest du pays, se trouve au pied de la cordillère des Andes s'étendant des deux côtés de la rivière Rimac et ayant une superficie de 2 664,72 Km<sup>2</sup>. La capitale du Pérou est le principal centre administratif, industriel, financier et culturel, notamment par ses universités, du pays. Dans le quartier La Victoria, elle abrite le plus grand centre commercial textile d'Amérique latine : *Gamarra*, au cœur de l'économie textile nationale. Son PIB atteint presque la moitié de celui du pays. De plus, grâce à la croissance économique des dernières années, certains habitants des quartiers périphériques, ont pu améliorer leur niveau de vie et contribuer à l'essor du secteur commercial, lequel s'est traduit par l'émergence de grands centres commerciaux, notamment au Nord de la ville et anciennement des bidonvilles. Par ailleurs, la ville de Lima est l'une des métropoles les plus polluées du monde, particulièrement à cause du type de carburant très toxique vendu dans les stations de service d'essence de Lima. Le taux de pauvreté est de 33.4 % alors que celui d'extrême pauvreté est de 3.1 %<sup>42</sup>.

---

<sup>41</sup> *Pérou*. Portal del Estado Peruano. 2006. En ligne. <http://www.peru.gob.pe> (page consultée le 10 mars 2007).

<sup>42</sup> *Idem*.



❖ *Puno* :

Le département de Puno est situé dans le plateau du Collao, le plus haut des Andes de l'Amérique du Sud. Ce département, situé à une altitude d'environ 4 000 m, occupe une surface de 71 999 Km<sup>2</sup>, son relief est plat et couvert de pâturages. Aussi, la température moyenne annuelle y est de 9 °C (maximum 19 °C et minimum 0 °C). C'est dans ce département et sur une partie du territoire bolivien que se trouve le lac Titicaca, le plus haut lac navigable au monde avec une altitude de 3 812 m. La capitale de ce département, également appelée Puno, est située au bord de ce lac à 3 827 m d'altitude comptant une population de 100 168 habitants, lesquels représentent environ 11 % de la population totale de la province (1 290 052 hab.). Les principales activités économiques du département sont l'élevage et l'agriculture, cette dernière étant saisonnière en raison des hivers froids. Ce département, dont le PIB représente 1,9 % de celui du pays, se distingue comme étant la première productrice d'ovins ainsi que de camélidés du pays, et, en conséquence, de laine. Par ailleurs, Puno est la deuxième productrice nationale de truite pour l'exportation. Le taux de pauvreté atteint 78 % de sa population et, comme si cela ne suffisait pas, le taux d'extrême pauvreté est d'environ 46 %<sup>43</sup>.

---

<sup>43</sup> *Idem.*

Figure 1 : Le Pérou en Amérique du Sud



Source : Google images

Figure 2 : Carte du Pérou par départements



Source : Google images

## 2.2 L'organisation CIAP

Il y a actuellement en Amérique latine quatre organisations de CÉ dont les deux plus importantes sont la FLO - International et l'IFAT. Ces associations permettent aux petits producteurs d'obtenir des débouchés supplémentaires pour leurs marchandises. Au Pérou, le nombre de coopératives participant au CÉ a augmenté. Par exemple, durant l'année 2000, il y avait seulement neuf organisations, réunissant des producteurs de café certifié équitable, inscrites à l'association FLO – International tandis qu'en 2006, il y en avait trente-trois. Par ailleurs, dans le secteur de l'artisanat, la CIAP Intercrafts, membre de l'IFAT, a joué un rôle très important dans le marché équitable péruvien. En 2006, ses exportations atteignaient 888 000 \$ US, à savoir une augmentation d'environ 19,4 %<sup>44</sup> par rapport à l'année précédente.

La CIAP est une organisation qui regroupe des associations d'artisans péruviens de plusieurs départements du pays. Elle vise à commercialiser, de manière équitable, les produits de ses membres afin d'améliorer leurs conditions de vie et de contribuer au développement de leurs communautés. Au début des années 1980, Neftalí Liceta, un prêtre italien, et Amparo Escobedo, une religieuse, mettent sur pied le Service Paix et Justice (SERPAJ) afin d'aider la communauté de San Pedro de Pirca, située dans la cordillère des Andes, à se regrouper dans le but d'améliorer ses conditions de vie et de se tenir face aux intermédiaires qui leurs offrent des prix trop bas pour leurs produits<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> Semanario ComexPeru. 2007. En ligne. <http://www.comexperu.org.pe/semanario.htm> (page consultée le 15 mars 2007).

<sup>45</sup> Il faut ajouter qu'au Pérou selon une étude de Javier Diaz-Albertini (2001) : La sociabilité est davantage pratiquée entre les pauvres, laquelle n'est pas volontaire autrement obligatoire pour survivre. Les couches pauvres n'ont accès ni au marché ni à l'État, ce qui fait qu'ils se regroupent pour se garantir une série de

Il s'agit également d'aider les victimes du conflit interne armé et de défendre la culture andine contre la discrimination (Lemay 2006a, 10). Cette association est remplacée en 1983 par l'AIP (Artisanat intercommunal du Pérou) puis en 1992 par la CIAP, formée par cinq groupes dissidents de l'AIP.

Cette nouvelle organisation (CIAP) va continuer le projet politique, social et économique des associations l'ayant précédée tout en devenant une organisation très représentative d'une grande majorité d'artisans péruviens. Cette consolidation se fait grâce à la dynamique de l'organisation et à l'appui constant, sur les plans technique et administratif, aux associations de base qui la composent. Ceci permet aux artisans de s'insérer dans un marché très compétitif. Après quinze ans, la CIAP est la seule organisation nationale d'artisans péruviens gouvernée par des délégués des groupes de base (Lemay 2006a, 10).

Quant à la structure organisationnelle de la CIAP ou la *Famille CIAP*, comme elle est appelée couramment, elle est composée de quatre structures de gestion (*Pachamama* entreprise de tourisme alternatif, l'association sans but lucratif CIAP qui s'occupe des relations entre les membres, l'entreprise exportatrice *Intercraft* qui remplace la CIAP commerciale depuis 2002 et la coopérative de microcrédit CIAP qui a été fondée par les artisans en 2005). La CIAP regroupe vingt associations ou groupes d'artisans dont huit dans le département de *Lima*, neuf à *Puno*, une à *Arequipa*, une à *Ayacucho* et une à *Piura*.

---

biens, services et appuis sociaux. Construire un capital social est généré des relations permettant un plus grand accès aux ressources que procure le regroupement social (247-298) [NT].

**Tableau III : Groupes de base de la CIAP par départements**

Départements	Lima	Puno	Arequipa	Ayacucho	Piura
<b>Associations</b>	Awaqkuna Casa Betania Ichimay Wari Kuyanakuy Madre Coraje Tika Rumi Tawaq	Aaasiqa Bartolina Sisa Camacani Creaciones del ande Chumi Galaxia Laraqueri Qenqo Sur Andino	Ciudad Blanca	Rasuwillka	Chulucanas

Source : Centrale Interrégionale d'Artisans du Pérou (CIAP)

Il y a 700 membres affiliés à l'organisation CIAP, mais les retombées de leurs activités atteignent environ 2000 personnes. Le siège central de l'organisation est situé dans la ville de Lima. En 2004, les produits artisanaux exportés par la CIAP, membre de l'IFAT, atteignent la valeur de 709 821 dollars américains, représentant presque 2,5 % du total des exportations péruviennes. Les principaux marchés de l'organisation sont l'Italie (36,78 %), la France (26,50 %) et les États-Unis (16,25 %). La CIAP figure parmi les 10 premières entreprises exportatrices d'artisanat du Pérou. En 2004, ses ventes comptent pour 83,58 % du CÉ lié à l'IFAT, 9,38 % du commerce traditionnel et 7,04 % du CÉ non IFAT (Yepez *et al.* 2006, 140). Par ailleurs, le montant des ventes de la CIAP augmente à 754 078 dollars américains en 2005. Puisqu'il s'agit d'une organisation de producteurs, ces derniers assurent à tour de rôle sa direction et sa gestion.

La CIAP vise l'organisation démocratique, car sa constitution permet une participation de tous les membres et tous les groupes qui la forment doivent avoir une

gouvernance démocratique. Les principaux organes représentatifs et de gouvernance de la CIAP sont l'Assemblée générale et le Conseil Directeur. Ainsi, les décisions les plus importantes sont prises lors des assemblées générales durant lesquelles les délégués de tous les groupes ont le droit de participer et d'exprimer leurs idées. Quant au Conseil Directeur, il est composé de six membres, dont un président, qui représentent et travaillent à plein temps pour l'organisation. Ces derniers sont élus pour une période de deux ans parmi les délégués principaux des associations. Ce conseil a pour objectif d'appliquer le plan opérationnel annuel et de veiller au bon fonctionnement de l'organisation de la CIAP. Enfin, une assemblée ordinaire a lieu une fois par an, en février, où l'on élabore le plan opérationnel annuel, détermine le budget annuel, nomme les dirigeants et accepte ou refuse la candidature d'un nouveau groupe.

Comme nous l'avons mentionné antérieurement, la CIAP est un regroupement d'associations. Ces groupes d'artisans se classent selon trois niveaux : A, B et C<sup>46</sup> :

- ❖ **Niveau A** : Ce sont des organisations qui ont une structure très solide, leur propre statut juridique et une gestion efficace. Les groupes de ce niveau réalisent eux-mêmes le contrôle et l'emballage de leurs produits ;
- ❖ **Niveau B** : Il s'agit d'organisations qui ont une structure solide et une bonne gestion, mais qui n'ont pas encore la capacité de réaliser le contrôle de la qualité de leurs produits ;
- ❖ **Niveau C** : Ces associations ne sont pas assez solides ou ce sont de nouveaux groupes en période de probation [NT].

---

<sup>46</sup> CIAP. En ligne : <http://asociación.ciap.org> (page consultée le 27 décembre 2006).

Cette classification est déterminée en fonction d'une évaluation annuelle, dont le résultat déterminera les avantages à attribuer. Cette mesure a été mise sur pied afin de remédier aux problèmes de gestion et d'entrisme au sein de l'AIP (Lemay 2006a, 12). À titre d'exemple, le tableau IV nous montre la classification des associations établie par la CIAP pour l'année 2006.

**Tableau IV : Classification des groupes de l'organisation CIAP<sup>47</sup> (année 2006)**

NIVEAU « A »	NIVEAU « B »	NIVEAU « C »	GROUPES EN RÉORGANISATION
Sur Andino	Kuyanakuy	Creaciones del	Chumi
Ichimay Wari	Camacani	ande	Aaasiqa
Tika Rumi	Ciudad Blanca	Bartolina Sisa	Roma Aymara
Casa Betania	Laraqueri		
Awaqkuna	Chulucanas		
Galaxia	Qenqo		
Tawaq			
Rasuwillka			

Source : Centrale Interrégionale d'Artisans du Pérou (CIAP)

En ce qui concerne le cycle commercial des produits, celui-ci commence avec l'élaboration, par les artisans, d'échantillons qui sont photographiés et présentés dans le catalogue. Les clients potentiels passent des commandes à partir de ce catalogue. Ces dernières sont transmises aux groupes dont l'échantillon est choisi dans le catalogue. La date de livraison établie tient compte d'un délai raisonnable afin de permettre aux artisans de livrer leurs produits à temps et d'assurer la crédibilité de l'organisation. Les

<sup>47</sup> *Idem.*

artisans des groupes en réorganisation et de niveaux B et C livrent leurs produits à la CIAP afin que leur qualité soit vérifiée et qu'ils soient emballés. Par contre, les artisans des groupes de niveau « A » envoient leurs produits déjà vérifiés et emballés. Ensuite, la CIAP prépare les documents douaniers afin que les marchandises puissent être expédiées. Enfin, les groupes reçoivent de la CIAP entre 75 et 80 % du prix FOB<sup>48</sup> (*Free On Board*) pour la vente de leurs produits<sup>49</sup>. Dépendamment du niveau où se classe le groupe auquel ils appartiennent, les artisans vont généralement recevoir entre 50 et 70 %<sup>50</sup> de ce dernier alors que la différence reste dans les groupes de base afin qu'ils puissent couvrir les dépenses commerciales et administratives.

Quant aux principes qui guident la CIAP, l'on peut constater qu'ils s'inscrivent dans l'esprit du CÉ et du DD. Voici ce qui a été établi :

- ❖ Honnêteté, transparence, responsabilité et esprit de dépassement ;
- ❖ Développement de capacité organisationnelle ;
- ❖ Défense et préservation de la culture andine;
- ❖ Pratique d'un commerce communautaire, équitable et solidaire;
- ❖ Lutte active et non-violente<sup>51</sup>.

---

<sup>48</sup> Système d'évaluation des exportations dans lequel celles-ci sont livrées au prix des marchandises rendues à bord d'un moyen de transport (Dioury 2000, 335).

<sup>49</sup> De fait, la CIAP vit exclusivement du pourcentage de la vente des produits de ses membres. Ce pourcentage est déterminé en fonction du budget annuel et de la projection des ventes. Par exemple, en 2003, les coûts fixes totaux atteignaient 15.5% des ventes. De ce montant, 5.8% est transféré à la CIAP pour couvrir les coûts de ses activités, de ses contrôles de qualité, pour l'assistance technique, les réunions, etc. Un pourcentage de 9.8% additionnel couvre les frais administratifs d'*Intercraft* Pérou, les frais de douane, les démarches administratives, sécurité, communications, envoi d'échantillons. En ligne : <http://asociación.ciap.org> (page consultée le 28 décembre 2006).

<sup>50</sup> Ce pourcentage varie en fonction du type de produit dont il s'agit. Par exemple, les artisans reçoivent entre 50% et 60% du prix FOB pour des produits fragiles et 70% pour les textiles. (*Idem*).

<sup>51</sup> *Idem*.



L'organisation CIAP représente bien la diversité du Pérou, car les groupes qui forment sa base sont répandus dans plusieurs départements du Pérou. Aussi, elle regroupe un nombre considérable d'artisans ce qui fait de cette organisation une des plus importantes du Pérou. De plus, sur le plan organisationnel, son développement est remarquable, grâce aux efforts et au travail constant de ses membres depuis quinze ans. Dans ce sens, la CIAP nous paraît très représentative pour analyser et comprendre la contribution du CÉ à l'amélioration de la vie des artisans péruviens.

## Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons présenté le contexte au sein duquel s'est déroulé cette étude de cas. Le Pérou est riche de contrastes tant sur les plans géographique (région de la côte, de la forêt et de la montagne), démographique (Autochtones, Métis, Blancs, Noirs, Japonais et Chinois), linguistique (aymara, espagnol et quechua) et socioéconomique (48 % de la population péruvienne vit dans la pauvreté et 18,1 % dans l'extrême pauvreté). Ceux-ci font en sorte qu'il semble y avoir plusieurs pays en un seul.

L'histoire contemporaine du Pérou est marquée par un conflit interne armé opposant l'État péruvien au groupe terroriste *Sendero Luminoso*. Ce conflit, qui dure depuis près de vingt-cinq ans, prend fin sous le gouvernement de Toledo (2001-2006) avec quelques attentats résiduels. Il provoque l'accentuation de l'exode rural vers les principales villes du Pérou et la mort d'environ 70 000 personnes, la plupart des paysans des Andes. Le président Fujimori (1990-2001), qui a entamé la libéralisation de

l'économie péruvienne, est déchu pour corruption et remplacé par Paniagua suivi de Toledo qui amorce un assainissement des finances publiques. Ce dernier effectue un redressement économique, grâce à une politique rigoureuse, mais il ne réussit pas à diminuer les inégalités. De fait, le chômage et le sous-emploi touchent près de 68 % des Péruviens et le pays se classe au 85<sup>ième</sup> rang, sur 173 pays, au chapitre de l'indice de développement humain (IDH). C'est dans ce contexte que durant notre séjour, en juin 2006, le socialiste Alan Garcia, qui avait déjà occupé ce poste dans les années 1980, succède à Toledo à la présidence du pays. Ce dernier préconise un développement équilibré, c'est-à-dire autant économique que social.

Tel que nous l'avons vu précédemment, les inégalités socioéconomiques et les contrastes géographiques, démographiques ainsi que linguistiques sont également présents au sein et entre les départements que nous avons visités pour réaliser notre étude, c'est-à-dire ceux de Lima, d'Arequipa et de Puno. Le département de Lima, au centre de la côte, est le principal centre administratif, industriel, financier et culturel du pays. Il compte 8 393 728 habitants dont un tiers vit dans les bidonvilles l'encerclant. Son taux de pauvreté est important, à savoir 33,4 %, ainsi que celui d'extrême pauvreté avec 3,1 % de la population, mais vraiment moindre en comparaison de ceux d'Arequipa et, surtout, de Puno. Le département d'Arequipa, situé entre la cordillère des Andes et la côte, est la base de la structure économique du Sud du pays et la deuxième économie du Pérou après Lima. Sa population est de 1 172 959 habitants, dont 39,3 % vivent dans la pauvreté et 14,5 % dans l'extrême pauvreté. Quant au département de Puno, il est situé sur le plus haut plateau des Andes, avec une population de 1 290 052 habitants dont les

principales activités économiques sont l'agriculture et l'élevage. La misère y est très grande avec un taux de pauvreté de 78 % de sa population et 46 % d'extrême pauvreté.

Quant à la CIAP, il s'agit d'une organisation regroupant vingt associations d'artisans péruviens dont huit sont situées dans le département de *Lima*, neuf dans celui de *Puno*, puis une à *Arequipa*, à *Ayacucho* et à *Piura*. Ces groupes se classent selon trois niveaux : A, B, C et ceux en réorganisation, lesquels sont déterminés en fonction d'une évaluation annuelle. Au total, la CIAP compte 700 membres affiliés dont les retombées de leurs activités touchent environ 2000 personnes. Cette organisation se veut démocratique, sa constitution permettant une participation de tous les membres, notamment lors de l'Assemblée générale et au Conseil Directeur. Enfin, les groupes qui la composent doivent avoir une gouvernance démocratique.

## Chapitre 3 : Étude de cas : analyse de l'application des critères du commerce équitable

*À la différence des autres formes de capital qui achèvent avec leur usage, [Le capital humain] est l'unique forme de capital qui croît plus avec l'usage.*

*Albert Hirschman (Princeton)*

Dans ce chapitre, nous présentons les résultats de notre étude de terrain réalisée au Pérou, en mai et juin de l'année 2006, auprès de l'organisation péruvienne CIAP. Ces résultats sont basés sur 21 entrevues effectuées auprès d'artisans membres des associations : *Ciudad Blanca* à Arequipa, *Awaqkuna et Tawaq* à Lima, *Creaciones del ande*, *Chumi*, *Galaxia et Sur Andino* à Puno. De fait, nous analysons, à travers les témoignages recueillis chez les artisans et nos observations, l'application de chacun des critères du CÉ retenus pour cette étude afin de vérifier s'ils ont contribué à des changements dans la vie de ces derniers.

Premièrement, nous débuterons avec le critère de prix équitable, suivi par le commerce direct, puis l'engagement à long terme et le financement. Ensuite, vient la protection de l'environnement, suivie des critères de nature sociale : les activités de formation, l'équité femme / homme, le développement communautaire et, finalement l'organisation démocratique.

### *A) Prix équitable :*

Tout d'abord, nous analysons si les artisans reçoivent un prix équitable pour leur production. Rappelons qu'il s'agit d'un prix qui couvre les coûts de production, les frais

généraux ainsi qu'une rémunération équitable pour le travail des producteurs. Dans l'ensemble, les artisans interviewés s'entendent sur le fait, qu'avec la pratique du CÉ, ils obtiennent un prix équitable qui leur permet une meilleure position économique. Effectivement, presque tous les artisans, dix-neuf sur vingt et un, soit 90 %, estiment que depuis leur participation au CÉ, ils reçoivent un montant supérieur pour leurs produits. Auparavant, lorsqu'ils vendaient leurs produits aux intermédiaires, ces derniers payaient un prix très bas qui ne leur permettait pas couvrir leurs dépenses essentielles ce qui les condamnaient à la pauvreté perpétuelle :

Nous vendons nos produits à un prix équitable. Grâce à ce prix équitable que nous recevons dans le cadre du commerce équitable, nous pouvons nous nourrir et nous acheter des choses qu'avant nous ne pouvions pas. Quand, je n'étais pas membre de l'association, je vendais mes produits au marché national où l'artisan est exploité par l'intermédiaire qui achète ses produits à bas prix et qui paie ce qu'il veut. Par contre, dans le cadre du commerce équitable, nous vendons nos produits sans intermédiaire [NT] (Roberto<sup>52</sup>).

Nous constatons aussi que les artisans sont conscients que l'obtention d'un prix équitable n'est pas qu'un acte de charité, mais bien un échange commercial auquel ils contribuent en offrant des produits de qualité : « Nous vendons nos produits à un prix équitable ce qui nous aide. En contrepartie, nous offrons des produits de bonne qualité ce qui satisfait les clients [NT] » (Alberto). Enfin, les artisans sont tout à fait conscients que s'ils livrent des produits de qualité, ils continueront de recevoir des commandes. Toutefois, selon nos observations nous avons remarqué que les artisans ne peuvent exagérer lorsqu'ils fixent leurs prix sans quoi ils risquent de ne pouvoir vendre leurs produits.

---

<sup>52</sup> Nous utiliserons des pseudonymes pour identifier les personnes interviewées, afin de garantir le secret de leur identité.

Grâce à la notion du prix équitable et aux formations offertes par la CIAP, la plupart des artisans ont appris à calculer la valeur de leurs produits. En effet, on leur a montré à établir un prix de vente réaliste, c'est-à-dire qui comprend le prix des matières premières, les frais de production et un bénéfice tel que nous le mentionne l'artisane Dolores : « Maintenant, nous vendons nos produits à un prix équitable lequel tient compte de nos coûts et permet d'obtenir un bénéfice. Nous ne faisons pas cela auparavant [NT] ».

En effectuant notre analyse, nous avons constaté que certains artisans, particulièrement ceux qui vivent à Lima, vendent leurs produits non seulement aux clients du commerce équitable, mais aussi à ceux des entreprises exportatrices péruviennes. Certaines paieraient mieux que la CIAP sans obliger les artisans à payer des frais administratifs tels qu'exigés dans le cadre du CÉ. Cependant, ces commandes ne sont pas constantes et il n'y a donc aucun engagement à long terme. Le témoignage de l'artisan Armando en fait foi :

Les intermédiaires qui vendent localement offrent des prix très bas par rapport aux prix de la CIAP. Quant aux entreprises exportatrices, elles payent un prix plus élevé que la CIAP, car nous leur vendons directement. En plus, lorsque nous vendons à la CIAP nous devons laisser un pourcentage d'environ 22 % qui va aux dépenses administratives (facture de téléphone, emballage, location du local, etc.) [NT]

Il faut cependant ajouter que les pourcentages laissés par les artisans aux associations sont principalement utilisés pour payer les diverses dépenses telles que les factures téléphoniques, la location du local (s'ils n'ont pas leur propre local), l'emballage et dans certains cas, comme l'association *Awaqkuna*, pour créer un fonds de financement. Ce dernier sert aux artisans qui auraient besoin rapidement de liquidités

pour acheter des matières premières afin qu'ils puissent entamer la production de leurs commandes ou encore pour servir à la mise en place de certains projets conçus par les membres des associations. L'artisane Marcela nous fait part de cette observation :

Nous devons considérer que le pourcentage que nous laissons à notre association, est utilisé à bon escient. En effet, il sert à payer les dépenses, mais aussi à créer un fonds pour que les membres puissent financer leurs commandes, et ne pas dépendre totalement de la CIAP. Aussi, nous laissons un pourcentage à la CIAP pour payer les frais administratifs. Si à la fin de l'année, nous avons des surplus, la CIAP capitalise cet argent afin d'avoir un fonds pour financer nos projets. Par exemple, la CIAP vient d'acheter un terrain qui profitera aux 20 groupes [NT].

En somme, la majorité des artisans (90 %), considère qu'elle reçoit un prix équitable pour la vente de ses produits dans le cadre du CÉ ce qui lui permet d'augmenter ses revenus. Grâce à leur participation au CÉ, les artisans ont appris à élaborer une structure de coûts-bénéfices qui leur permet de maximiser leurs gains, mais qui leur sert également pour leurs autres relations commerciales, extérieures au CÉ. Ils ne reçoivent pas la charité, mais il s'agit plutôt d'un échange commercial solidaire dans lequel le respect entre les deux parties doit être mutuel, comme l'explique l'artisan Mauro :

Le commerce traditionnel n'est qu'un échange mercantiliste où la qualité de tes produits va dépendre du prix que l'acheteur veut te payer. Autrement dit, s'il paie peu, tu produiras une marchandise proportionnelle à ce prix. Par contre, dans le commerce équitable cela n'existe pas parce que nous travaillons en pensant que l'acheteur est un ami, comme si nous serions une congrégation répandue partout où la dignité de tous les participants doit être respectée. Par exemple, nous devons faire un bon travail pour maintenir la réputation de notre association et de la CIAP [NT].

D'après nos observations et les témoignages des artisans, il semble que l'application du critère du prix équitable permet aux membres de l'organisation CIAP de pouvoir améliorer leur situation financière. Tel que l'artisan Alberto nous l'indique :

Avant [ma participation au CÉ], je n'avais rien, je logeais dans une maison située sur un tertre. Cependant, avec mes ventes au CÉ, j'ai pu épargner, acheter une maison et beaucoup d'autres choses. Je suis content, car ma situation économique s'améliore un peu. Aussi, ça fait onze ans que je suis membre de l'association et au début nous n'avions ni local, ni chaise, ni bureau. Maintenant, grâce aux ventes au CÉ, nous avons notre propre local où nous nous réunissons [NT].

Cependant, il est difficile de pouvoir chiffrer l'amélioration de la situation financière des artisans péruviens depuis leur participation au CÉ. En effet, il s'agirait d'un travail exhaustif qui demanderait des mois pour recueillir toutes les données et pouvoir les comparer entre elles. Nous avons plutôt choisi d'aborder cette question sur le plan qualitatif en fonction des réponses fournies par les artisans qui participent à ce type de commerce et de nos observations. La majorité de ces derniers nous confirme, qu'elle a augmenté ses revenus grâce à sa participation au CÉ. Il faut toutefois préciser que cette augmentation du revenu s'est faite dans des proportions différentes d'un artisan à l'autre. Cependant, tous s'entendent pour dire qu'ils peuvent désormais se nourrir trois fois par jour, éduquer leurs enfants et acheter différentes choses dépendamment des profits engendrés. Certains diront qu'ils ont pu s'acheter une maison alors que d'autres ont préféré investir dans leur atelier, etc.

#### *B) Commerce direct :*

En ce qui concerne le critère du commerce direct, il s'agit d'un produit acheté directement par l'importateur du Nord à la coopérative ou à l'association de producteurs du Sud, donc sans intermédiaire. Nous pouvons dire que les membres des associations d'*Arequipa*, de *Lima* et de *Puno* effectuent des échanges directs avec les acheteurs du CÉ, particulièrement du Nord, sans la participation des intermédiaires. Ce circuit de



commercialisation court permet une meilleure marge de profit pour les artisans : « Le commerce équitable nous permet de vendre directement aux clients ce qui élimine la participation des intermédiaires qui nous ont exploités longtemps en achetant nos produits à bas prix [NT] » comme le souligne l'artisan Daniel.

Cependant, il faut indiquer que le commerce direct est possible grâce à la CIAP. Cette dernière possède toute l'expertise nécessaire pour assurer la participation des artisans péruviens au marché que représente le CÉ. De fait, plusieurs artisans habitent dans des zones éloignées des grandes agglomérations péruviennes, ou encore dans des bidonvilles, où ils n'ont pas accès aux ressources et services nécessaires tels que le téléphone, le service d'Internet et parfois même l'électricité. C'est la CIAP qui s'occupe de l'élaboration et la promotion du catalogue pour les clients, qui conçoit et gère la page web trilingue (anglais, espagnol et français) de l'organisation et qui s'occupe des documents administratifs nécessaires pour acheminer les produits aux clients.

Bien qu'il y ait un commerce direct entre les artisans membres de la CIAP et les acheteurs du Nord, ce dernier n'est pas exclusif. En effet, les artisans continuent à vendre une partie de leur production au marché local car bien souvent les commandes pour le CÉ ne sont pas suffisantes pour écouler leur production et s'assurer un revenu annuel. Le pourcentage des ventes via le CÉ varie d'un artisan à l'autre. Les témoignages respectifs des artisans Roberto et Ricardo en font foi : « je vends 80 % de ma production au CÉ et le reste, 20 % au marché national [NT] » et « [En 2005] j'ai produit plus pour le marché national (60 %) que pour le CÉ (40 %) [NT] ». Néanmoins, les artisans ont tendance à privilégier les commandes venant du CÉ car elles sont plus

payantes que la plupart provenant du marché national. De surcroît, les artisans ont un grand respect envers la CIAP et le CÉ qui se traduit par la priorisation de la production destinée à ce dernier par rapport au marché national : « Je préfère autant le commerce équitable que le marché national, mais quand nous recevons une commande du commerce équitable, nous travaillons totalement à la commande de l'extérieur [NT] » tel que nous le mentionne l'artisan Mario.

Nous devons ajouter que les artisans d'*Arequipa* et de *Lima* se dédient exclusivement à l'artisanat tandis que ceux de *Puno* doivent combiner l'artisanat à d'autres activités afin de d'assurer leur subsistance. En effet, la majorité des artisans de cette province travaillent également à l'agriculture, l'élevage, etc. L'artisanat est donc une activité complémentaire leur permettant d'améliorer collectivement leur niveau de vie. Cela pourrait expliquer pourquoi la plupart des associations de la côte sont classées par la CIAP dans la catégorie « A » (tableau IV). Aussi, en termes qualitatifs, ils maintiennent une avance significative par rapport à leurs partenaires de Puno alors que ces derniers sont plus nombreux.

En plus, certains artisans ont appris à chercher de nouveaux clients et de nouveaux marchés afin de continuer à recevoir des commandes ce qui leur permettra d'assurer leur développement à long terme. « Ma participation au commerce équitable m'a permis d'améliorer ma situation économique. En même temps, je vends à certains exportateurs péruviens. De plus, j'ai trouvé des clients via l'Internet [NT] » (Enrique).

En somme, nous observons que le commerce direct est possible grâce à la CIAP qui joue un rôle très important dans cette relation commerciale en permettant à beaucoup d'artisans d'améliorer leur niveau de vie. Selon nos entrevues et nos observations, il apparaît que l'application du critère du commerce direct a influencé positivement le statut économique des artisans grâce à l'élimination, dans le cadre du CÉ, de la participation des intermédiaires, leur marge de bénéfices semble désormais plus élevée.

*C) Relation à long terme :*

Quant au critère de relation à long terme, il tient au fait que l'acheteur s'engage à s'approvisionner à plus de deux reprises auprès de la même coopérative ou association de façon à assurer une certaine constance dans les ventes. Cet engagement semble être durable, entre les acheteurs et les artisans de la CIAP, pour autant qu'il y ait une relation commerciale. Celle-ci dépend surtout des exigences des acheteurs du Nord dont les besoins déterminent le rythme de la production des commandes. Pour obtenir la faveur des clients, les produits doivent être originaux et variés ce qui incite les artisans à créer constamment de nouveaux modèles. Il s'agit d'un aspect propre à la production artisanale. Les artisans en sont bien conscients tel que nous l'indique Ricardo :

Cela change, ce n'est pas pareil d'une année à l'autre. Dans mon cas, l'année dernière j'ai eu plus de commandes que cette année. C'est instable mais je pense que cela est aussi ma faute, car cette année [2006] je n'ai pas fait beaucoup de modèles et les commandes dépendent de la variété des modèles.  
[NT]

L'artisan Enrique confirme :

(...) chaque artisan est indépendant dans la création de ses modèles. Si ses modèles sont très bons, alors il pourrait avoir des commandes très importantes venant de l'extérieur. Tout cela passe par la créativité de l'artisan et évidemment de l'acceptation de ses modèles par le client [NT].

Puisqu'il s'avère difficile pour certains artisans de créer une relation à long terme avec les acheteurs du Nord, notamment chez les artisans des associations de Puno pour qui l'artisanat est une activité complémentaire, la CIAP a décidé de développer le CÉ à l'intérieur du Pérou. Cette initiative vise à donner la possibilité aux artisans, notamment ceux qui ont peu de clients internationaux, de vendre leurs produits équitables sur le marché local. La CIAP a donc ouvert, dans la ville de Puno, le premier magasin de CÉ, *La casa del corregidor*. Cette maison est un lieu où les touristes peuvent boire un café, acheter des produits artisanaux équitables et participer à des activités touristiques organisées par la CIAP et les artisans. Prochainement, ils envisagent d'ouvrir un magasin semblable à Lima.

Bref, nous constatons que la relation à long terme est présente dans les groupes de base de l'association CIAP. Néanmoins, cette relation dépend des exigences des acheteurs du Nord et de la variété des produits artisanaux. Ce critère influence donc positivement le développement des artisans, mais pour qu'il soit possible, il faut qu'il y ait une relation commerciale de laquelle, producteur et acheteur, sortent gagnants.

#### *D) Critère de préfinancement :*

Pour ce qui est du critère de préfinancement, il permet aux producteurs d'améliorer leurs liquidités par l'accès à un prépaiement de 30 à 75 % de la production vendue afin d'éviter l'endettement auprès des usuriers. Les artisans interviewés nous confirment que la CIAP leur permet une avance d'argent afin qu'ils puissent acheter les matières premières nécessaires pour commencer la confection des commandes. Cet avancement d'argent de la CIAP oscille entre 30 % et 35 % de la valeur de la

commande. Cependant, la responsabilité de solliciter ce montant revient aux artisans : « La CIAP nous donne environ 35 % d'une commande, mais nous devons lui demander. Par exemple, cette année nous ne lui avons pas encore demandé, parce que nos commandes ont été modestes [NT]. » (Gilda).

Bien que les artisans reçoivent une avance d'argent, ils peuvent avoir des difficultés à se procurer des matières premières. Les fournisseurs péruviens n'ont pas toujours la quantité suffisante de marchandise ce qui provoque des retards de livraison. Pour remédier à ce problème, certains artisans entreposent des matières premières, malgré qu'il soit risqué que celles-ci restent longtemps inutilisées. De surcroît, les artisans dépensent de l'argent qui aurait pu servir à autre chose. D'autres considèrent qu'il est préférable de créer un fonds afin d'acheter tout de suite les matières premières dès qu'une commande arrive, sans avoir à attendre l'avancement d'argent de la CIAP.

Nous pouvons conclure que le préfinancement est disponible pour les artisans membres de la CIAP, particulièrement afin d'acheter les matières premières. Cependant, le recours au préfinancement n'est pas systématique, car certaines associations ont créé leur propre fonds afin d'éviter d'avoir des problèmes de liquidité.

#### *E) Protection de l'environnement :*

Concernant le critère de protection de l'environnement, les organisations participantes au CÉ doivent encourager les producteurs à adopter des pratiques qui respectent l'environnement afin d'atteindre un développement qui soit durable. À la CIAP, les approches en matière d'environnement varient en fonction du type de

production ce qui fait qu'un artisan qui travaille la céramique prendra des précautions différentes de celui qui se dédie au tricot. Aussi, nous remarquons des avancées par rapport aux pratiques antérieures. De fait, l'artisan de la céramique Ricardo dit qu'« auparavant, nous utilisions le bois pour alimenter nos fours ce qui dégageait une fumée qui dérangeait les voisins et affectait l'environnement. C'est pour régler ce problème que nous avons acheté des fours à gaz lesquels coûtent moins chers que les fours électriques [NT] ». Un autre artisan qui travaille le cuir nous fait remarquer qu'il a pris les mesures suivantes « Avant, j'utilisais des produits chimiques dans ma production, mais maintenant je les ai changés pour d'autres produits plus naturels [NT] » Mauro.

Cependant, nous avons constaté que certains artisans disent n'avoir pas reçu de formation pour améliorer leurs pratiques vis-à-vis de l'environnement. À ce sujet, les artisans des associations *Chumi et Creaciones del Ande* de Puno disent : « nous n'en recevons pas, mais nous recevons d'autres cours (...). Il se peut que ce soit à cause que nous sommes la seule association à travailler avec les roseaux, donc nous n'avons pas assez de quorums pour faire pression à la CIAP. [NT] » (Carolina). Par ailleurs, il est possible que certains artisans ne reçoivent pas de recommandations concernant l'environnement, car ils n'ont pas de pratiques nocives. Par exemple, il y a des artisans qui tricotent sans avoir besoin de transformer la matière première, la laine qu'ils utilisent étant achetée déjà teinte. De plus, il apparaît que les artisans qui disent n'avoir reçu de cours appartiennent aux associations de niveau « C » ou en réorganisation.

Quant aux mesures visant à protéger les artisans, ces derniers disent avoir reçu des instructions claires et précises de la part de la CIAP : elle «... nous a donné des règles très précises et dans toutes les réunions elle nous le rappelle [NT] » nous dit l'artisan Mauro. Ces instructions sont par exemple l'utilisation d'un masque afin de ne pas inhaler la poussière comme nous l'explique l'artisane Gilda : « après avoir teint nos matières premières avec des produits chimiques, nous devons jeter l'eau très loin où nos animaux ne peuvent pas la boire. Aussi, la CIAP nous demande d'utiliser des masques pour ne pas absorber la poussière au moment de travailler [NT] ».

En somme, il semble que la participation au CÉ ait sensibilisé les artisans à la protection de l'environnement et les différentes mesures adoptées par les artisans en font foi. Le changement des fours à bois par des fours électriques ou à gaz, la précaution de jeter l'eau usée après avoir teinté des matières premières, constituent de bons exemples. Aussi, depuis leur participation au CÉ, les artisans semblent conscients de l'importance de mettre en place une manière de travailler leur permettant de préserver leur santé.

#### *F) Activités de formation :*

Quant au critère d'activités de formation, il s'agit de permettre aux membres des associations participants au CÉ d'accroître leurs compétences dans les domaines suivants : gestion administrative, commerciale, techniques de production, protection de l'environnement, développement humain et leadership. Par ailleurs, ces formations peuvent être également d'ordre social, telles que l'alphabétisation, la sécurité alimentaire et la santé. Ces activités, financées par la CIAP, permettent, entre autres, à tous les

artisans membres de l'organisation d'améliorer leurs techniques, donc de créer de meilleurs modèles et de développer de nouveaux marchés : « Grâce aux enseignements de la CIAP (...) nous avons appris à travailler telle une vraie organisation. Maintenant, nous savons développer d'autres marchés, chercher d'autres clients [NT] » comme le souligne Carolina.

Les bénéfices des activités de formation vont au-delà de l'apprentissage de connaissances techniques en ce sens qu'elles permettent aux artisans de se développer en tant que personnes. Les formations offertes permettent aux membres de la CIAP d'augmenter leur confiance en eux ce qui leur donne la force nécessaire pour se tailler une place dans un marché compétitif. L'artisane Gilda confirme : « Ma situation économique s'est améliorée un peu et mes façons d'affronter les difficultés ont changé grâce aux cours reçus par la CIAP, lesquels visaient à élever notre faible estime de nous. Nous avons donc maintenant une attitude de gagnants [NT] ».

Tout compte fait, il semble que l'éducation soit une valeur importante pour les membres de la CIAP. Effectivement, s'il y a des surplus d'argent, les artisans s'en servent pour obtenir des formations supplémentaires et, sur une base personnelle, pour faire scolariser leurs enfants : « Nous voulons que nos enfants étudient. Grâce aux ventes de nos produits, nous pouvons les faire étudier [NT] » tel que le mentionne Daniel. Une autre artisane ajoute que : « cette année, la CIAP, nous a donné de l'argent (500 \$), qui vient des surplus, afin d'engager un dessinateur pour nous aider à améliorer nos modèles [NT] » nous dit Marcela.



*G) Équité homme/femme :*

Relativement au critère d'équité homme/femme, celui-ci vise à favoriser l'autonomie des femmes, à ce qu'elles aient la chance de participer aux décisions et qu'elles reçoivent une rémunération égale à celle des hommes. Nos entretiens révèlent que les femmes peuvent obtenir un revenu égal à celui des hommes et qu'elles ont la possibilité de prendre des décisions dans le cadre de leur participation au CÉ, via la CIAP.

Premièrement, en ce qui regarde la participation des femmes aux décisions, leurs témoignages ainsi que nos observations nous permettent de constater qu'elles sont impliquées et sentent qu'elles ont leur place au sein de la CIAP. Elles participent aux réunions, se considèrent également libres de s'exprimer et capables d'obtenir des postes de direction. De fait, des femmes témoignent : « Dans notre organisation, nous avons tous les mêmes droits. Nous ne pratiquons pas l'exclusion à l'égard d'une personne, cela n'existe pas chez nous [NT] » (Eugenia) et « nous ne sommes jamais marginalisées [NT] » (Carolina). Aussi, des hommes donnent leur avis : « Tous les membres ont les mêmes droits et devoirs, qu'ils soient une femme ou un homme. Il n'y a pas de marginalisation [NT] » (Alberto), « la première présidente était une femme. [NT] » (Enrique). Comme le souligne un autre artisan : « il n'y a pas de distinctions. Tous les membres sont égaux, par exemple, dans le comité il y a autant de femmes que d'hommes » (Roberto). Qui plus est, cette participation active au CÉ donne aux femmes la possibilité de développer des compétences (communication, leadership, gestion, etc.) qui leur servent également à l'extérieur de la CIAP. Le témoignage de Marcela est un bel exemple :

Maintenant je suis vice-présidente de la CIAP. Sincèrement, pour moi, la CIAP est une école où j'ai appris beaucoup. Aussi, grâce à ma participation à la CIAP, mon estime de soi a augmenté énormément, car j'étais très timide, j'avais peur de parler en public. Par exemple, l'expérience qui m'a marquée profondément a été quand je suis allée au Brésil pour participer à un colloque sur le commerce équitable. Là-bas, j'ai vaincu ma timidité et je me suis rendue compte que tout le monde est capable de surmonter les adversités, car tout se passe dans la tête [NT].

En outre, à Puno, certaines femmes qui ne s'exprimaient qu'en aymara, ont vaincu leur timidité et parlent désormais en espagnol.

À propos de la rémunération égale, les femmes membres de la CIAP reçoivent autant que les hommes, car elles ont la même possibilité d'offrir leurs produits aux clients. De plus, ce sont elles, tout comme les hommes, qui fixent leurs propres prix. Nous n'avons cependant pas entrepris une étude quantitative, donc chiffrée, des revenus comparatifs entre les membres. Par contre, nous avons remarqué, que les activités des femmes sont encore concentrées dans les métiers traditionnellement féminins tels que le tricot, la broderie, des tapisseries, etc.

En d'autres termes, les femmes membres de la CIAP nous ont manifesté qu'elles sont traitées équitablement à l'intérieur de l'organisation ce qui signifie qu'elles prennent part aux décisions et qu'elles ont accès à des postes de gestion. Sur le plan de l'autonomie financière et personnelle, selon leurs témoignages, elles ont gagné énormément, notamment en estime d'elles-mêmes, d'autant plus qu'elles vivent dans une société où elles sont généralement très marginalisées. Néanmoins, une meilleure compréhension des dynamiques de genre aurait nécessité un séjour prolongé pour arriver à des observations plus précises.

#### *H) Développement communautaire :*

Pour ce qui est du critère de développement communautaire, il consiste à réinvestir les surplus provenant du CÉ dans la communauté de ses participants. Cet investissement peut se réaliser via la création d'emplois, le rehaussement des compétences par transfert de connaissances, les projets d'éducation, la santé, le développement agricole, l'amélioration ou la création de nouveaux systèmes sociaux. Néanmoins, les bénéfices supplémentaires provenant du CÉ doivent être réinvestis, en premier lieu, dans l'association ou la coopérative afin d'assurer leur consolidation. Nous constatons que son application est davantage concentrée à l'intérieur de la CIAP et au profit de ses membres plutôt que dans la communauté. À vrai dire, les artisans n'investissent pas d'argent directement dans leur communauté, par exemple pour créer des infrastructures, mais indirectement en éduquant leurs propres enfants, en donnant du travail à des membres de leur collectivité et, parfois, en effectuant des dons. Alberto l'explique :

Nous donnons du travail aux habitants du quartier. Par exemple, quand nous avons une grande commande, nous cherchons des gens qui peuvent nous aider à emballer ou à peindre. Aussi, l'année dernière, quand j'étais président de l'Association, j'ai fait un don de cinq sacs de ciment à la communauté. En plus, nous donnons des livres à quelques écoles [NT].

En revanche, nous pouvons expliquer cette difficulté à investir directement dans la communauté par le fait que dans une même association, les membres peuvent appartenir à des communautés différentes. Par contre, nous avons pu constater une excellente solidarité chez certains groupes, notamment à Puno. En effet, ceux-ci se répartissent les commandes et les bénéfices équitablement alors que d'autres ont une pratique plus individuelle tels que les groupes de Lima et d'Arequipa. Par exemple,

dans ces villes, chaque artisan crée son modèle et c'est lui-même qui est responsable de confectionner sa commande, mais, parfois si la commande est importante, il engage d'autres personnes afin de respecter les délais. À Puno, les membres de chaque association créent aussi leurs propres modèles, mais la distribution de la commande se fait équitablement entre tous les membres d'une même association afin de travailler solidairement. À cet égard, le commentaire de l'artisane Carolina est un bon exemple :

Nous distribuons la commande en parts égales, de cette façon nous pratiquons la solidarité. Ce n'est pas comme à Lima où les membres des associations travaillent eux-mêmes à leurs commandes sans partager avec les autres sauf en cas de besoin. Ce qui revient à dire que ces membres sont les seuls à s'enrichir contrairement à nous qui partageons et sommes très solidaires. [NT].

À cette solidarité, nous pouvons ajouter que les membres de la CIAP partagent leurs connaissances avec les membres de d'autres organisations qui viennent faire des stages pour acquérir de nouvelles techniques. Aussi, ce transfert de compétences se fait également avec leurs enfants. Bien que ces derniers ne travaillent pas avec leurs parents, car ils vont à l'école à temps plein, ils les aident cependant de manière ponctuelle par exemple pendant les vacances, quand il y a beaucoup de commandes ou lorsqu'ils le désirent.

On peut donc constater que l'argent est davantage investi dans le développement de la communauté via la création d'emplois, le rehaussement des compétences par transfert de connaissances que dans le développement d'infrastructures. Les bénéfices supplémentaires provenant du CÉ sont réinvestis, en premier lieu, dans l'association auxquelles les membres appartiennent.

### *1) Organisation démocratique :*

En rapport avec l'organisation démocratique, ce critère veut que les producteurs du Sud se regroupent en coopératives ou en associations, gérées de façon démocratique et transparente dans les décisions concernant la production, la destination des gains et le montage des projets locaux. En ce sens, nous cherchons à savoir si les associations sont gérées de manière démocratique et si la prise de décision est basée sur la délibération. À cet effet, nous constatons que les artisans, regroupés en associations, assurent une gestion qui apparaît démocratique et transparente où tous les membres peuvent s'exprimer et participer. « Nous pouvons exprimer librement nos idées, nos pensées, etc. Personne ne va t'obliger à dire ou faire ce que tu ne veux pas. Heureusement, notre association est un exemple de la bonne démocratie [NT] » nous dit Roberto. Marcela ajoute :

Nous n'aimons pas choisir un président pour une longue période, au contraire, la présidence doit être intercalée tous les deux ans. Tous les membres ont le droit de devenir président pour apprendre à diriger l'association [NT].

Plusieurs participants ont aussi souligné l'importance d'une gestion transparente, à savoir qu'il est possible d'obtenir de l'information concernant la production et la destination des gains. Celle-ci est particulièrement abordée lors des assemblés, qui ont lieu, selon les associations, une ou deux fois par mois. Comme l'indique l'artisane Sara « Normalement, nous parlons des rapports reçus de la CIAP, de nos commandes, des échéances et des activités que nous devons faire pendant le mois, etc. [NT] ». On peut ici ajouter concernant la transparence, qu'il nous a toujours été facile de rencontrer les membres des associations et de recevoir des réponses à nos questions sans aucune coercition.

Concernant la pratique démocratique par le biais de la délibération, selon nos observations et les témoignages, il apparaît que la CIAP aide ses membres à apprendre à respecter le point de vue des autres, à argumenter plutôt qu'à imposer ses choix : « On respecte le point de vue de tous les membres, nous devons apprendre à écouter et à analyser toutes les propositions présentées pour prendre une bonne décision. Un esprit fermé nuirait au bon déroulement de l'association. [NT] » nous dit Carolina. Enrique ajoute :

Nous acceptons le vote de la majorité. Mais, nous avons appris tout cela de la CIAP. C'est elle qui nous a enseigné comment nous devons conduire une réunion pour ne pas tomber dans un cul-de-sac, comme d'autres associations où les chicanes sont interminables. Sincèrement, nos réunions sont des exemples, lesquels peuvent être pris comme modèles [NT].

En somme, la démocratie semble être une valeur fondamentale pour l'organisation CIAP et nous avons constaté, par le biais des témoignages des artisans et en assistant à une de ses réunions, qu'elle paraît s'assurer que tous les membres des associations qui la composent soient formés quant aux pratiques démocratiques. Celles-ci vont de la transparence, à l'égalité entre les membres, au droit de parole pour chacun. Selon nos observations, le développement de la pratique de la démocratie a l'air de donner d'intéressants résultats à savoir le développement des compétences des artisans, leur plus grande confiance en eux, la tenue de réunion où chacun a droit de parole, le désir de transposer ces pratiques dans les autres associations auxquelles ils appartiennent, etc. De toute apparence, les membres de la CIAP semblent devenir de meilleurs citoyens. Cependant, il importe d'indiquer que nos observations sont basées sur une période relativement courte.

## Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons fait voir les résultats de notre étude de cas basée sur 21 entrevues effectuées auprès d'artisans membres d'associations regroupées au sein de la CIAP. De fait, nous avons examiné, à travers les témoignages des artisans que nous avons recueillis et nos observations, l'application des critères du CÉ retenus aux fins de cette étude. C'est ainsi que grâce au prix équitable, les membres de la CIAP ont pu augmenter leur revenu bien que celui-ci se soit fait dans des proportions différentes. À l'égard du commerce direct, possible par le truchement de la CIAP dans le cadre du CÉ, l'élimination des intermédiaires permet une marge de bénéfices plus élevées pour les artisans. Du point de vue de l'engagement à long terme, nous avons constaté qu'il dépend des exigences des acheteurs du Nord et de la variété des produits offerts par les artisans. En matière de préfinancement, il est accessible aux membres de la CIAP, particulièrement pour l'achat de matières premières, bien qu'il ne soit systématique, certaines associations ayant créé leur propre réserve de fonds pour éviter les problèmes de liquidité.

Pour ce qui est de la protection de l'environnement, il semble que la participation au CÉ ait contribué à la sensibilisation des artisans. La CIAP encourage, par le biais d'inspection et de formation, les artisans à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement. Les différentes mesures retenues par ceux-ci, telles que le changement de fours à bois pour des fours au gaz ou encore le déversement des eaux usées loin des animaux, en font état. Néanmoins, on peut constater que ce critère occupe peu de place

dans la pratique du CÉ. Au demeurant, nous devons spécifier que les activités artisanales ont peu d'effet sur l'environnement.

Quant aux activités de formation, elles paraissent avoir une valeur très importante aux yeux des membres de la CIAP, qui en réclament davantage. En ce qui concerne l'équité femme / homme, les membres de la CIAP affirment que les femmes sont traitées équitablement à l'intérieur de l'organisation en ce sens qu'elles prennent part aux décisions, qu'elles reçoivent un revenu égal à celui des hommes et qu'elles ont accès à des postes de gestion. Pour ce qui est du développement communautaire, on a vu que l'argent est davantage investi dans le développement de la communauté via la création d'emplois, le rehaussement des compétences par transfert de connaissances que dans le développement d'infrastructures. De fait, les bénéfices supplémentaires provenant du CÉ sont réinvestis, en premier lieu, dans les associations auxquelles les membres appartiennent. En dernier lieu, la CIAP nous apparaît être une organisation démocratique, gérée par ses membres, faisant preuve de transparence, prônant l'égalité entre ses membres et le droit de parole pour tous. Nous en profitons pour rappeler que l'application de ces critères a évolué différemment d'un artisan à l'autre et, parfois, de manière favorable sans toutefois parler d'un développement exceptionnel.



## Chapitre 4 : La pratique du commerce équitable est-elle un outil de développement pour les artisans de la CIAP ?

*Hay que derrotar el mito de que la pobreza es una maldición histórica inevitable [...] La pobreza tiene que ver con la forma en que una sociedad se organiza y no con una maldición bíblica.*

*Bernardo Kliksberg 2006.*

Le concept de DD, définit en 1983 dans le rapport *Notre avenir à tous* rédigé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présidée par Mme Gro Harlem Brundtland, première ministre de Norvège, serait « un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » (1987, 51). On poursuit :

Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de "besoins", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir (*Ibid.*)

C'est ainsi qu'apparaissent les trois dimensions du DD, l'économique, l'environnementale et la sociale, parallèlement à l'exigence d'équité entre les êtres humains : ceux qui sont déjà nés (équité intra-générationnelle) ou à naître (équité inter-générationnelle) (Smouts 2005, 2). Ces dimensions sont, aux yeux des tenants du CÉ, intimement liées aux principes de ce commerce lesquels se fondent « à la fois sur des critères de développement économique, de respect des droits sociaux des producteurs dans les pays émergents et de protection de l'environnement » (Lecomte 2004). On pourrait dire que le CÉ s'appuie aussi sur les trois pôles que sont l'économique, la

sociopolitique et l'environnement, lesquels sont au cœur de ce qu'est le DD (Vaillancourt et Bamogo 2006).

Le présent chapitre se veut une réflexion des effets de la pratique du CÉ sur l'amélioration de la vie des artisans péruviens membres de la CIAP en termes de DD, c'est-à-dire en fonction de ses trois dimensions : économique, environnementale et sociopolitique. Cependant, il ne s'agit pas de généraliser les retombées de la pratique du CÉ en termes de DD à partir d'une seule étude de cas, mais de présenter des pistes pouvant servir à de futures études plus approfondies.

Commençons tout d'abord avec la dimension *économique*, comprenant quatre critères du CÉ, c'est-à-dire l'établissement d'un prix équitable, d'une relation commerciale directe, de la possibilité d'obtenir du financement et de l'instauration d'une relation à long terme avec les clients. Nous remarquons que l'application de ces critères chez les artisans rencontrés a évolué favorablement, mais à des degrés divers. De fait, l'accès au financement, l'obtention d'un prix équitable et l'établissement d'une relation commerciale directe semblent avoir connu des avancées alors que pour la relation à long terme, l'application est moins évidente en raison de la nature même des produits. En effet, les modèles des œuvres artisanales doivent sans cesse être renouvelés pour intéresser les acheteurs et, ultimement, pour permettre la consolidation de cette relation. Cependant, le fait d'adapter la production aux goûts des consommateurs du Nord risque d'empêcher les artisans de laisser libre cours à leur expression culturelle, voire la dénaturer.

Somme toute, on peut affirmer qu'il semble y avoir eu un développement sur le plan économique. Il va sans dire que la situation financière de plusieurs de ces artisans demeure modeste. Par contre, si on la compare - d'après les témoignages des artisans - à ce qu'elle était avant leur participation au CÉ, tous sont unanimes pour dire qu'il y a eu une véritable amélioration. Cependant, il est difficile de mesurer les impacts réels en chiffres, car cela nécessiterait une étude longitudinale et aussi se présenterait le problème d'attribution, à savoir quelles retombées appartiennent réellement à la pratique du CÉ. Dans les limites de notre étude, temps et argent, nous n'avons d'autre choix que de nous appuyer sur les témoignages et perceptions des artisans ainsi que nos observations. De fait, nombreux sont ceux qui nous ont confié pouvoir désormais se nourrir trois fois par jour, pouvoir s'acheter une maison (figures 3 et 4) ou encore éduquer leurs enfants. Enfin, il semble que les critères économiques contribuent à l'amélioration du niveau de vie des artisans et à une certaine stabilisation économique. Cependant, cette amélioration n'est pas uniforme entre tous les artisans.

**Figure 3 : Maison d'un artisan à Lima**



**Figure 4 : Intérieur de la maison d'une artisane**



En ce qui concerne la dimension *environnementale*, elle comprend le critère de respect de l'environnement dans le cadre de la pratique du CÉ. Nous constatons qu'à la CIAP, les approches en matière d'environnement varient en fonction du type de production ce qui fait qu'un artisan qui travaille la céramique prendra des précautions différentes de celui qui se dédie au tricot. Aussi, nous remarquons que les artisans respectent l'environnement depuis leur participation au CÉ via la CIAP. Par exemple, certains membres de la CIAP ont remplacé leur four à bois par un four électrique moins polluant (figure 5).

Bien que ces activités artisanales ne soient pas les plus polluantes, la CIAP profite des assemblées annuelles et des visites de vérification pour faire des recommandations à ses membres, concernant les pratiques environnementales. Il importe de spécifier que certains artisans ne tiennent pas compte de l'environnement et n'ont pas reçu de formation dans ce sens, mais il apparaît que cela soit dû au fait que leurs activités semblent avoir peu d'effets sur le milieu comme pour les artisans qui travaillent les roseaux. Quant aux mesures de sécurité au travail, les artisans disent avoir reçu des instructions claires et précises de la part de la CIAP et ils en tiennent compte. Par exemple, le port d'un masque pour ne pas inhaler la poussière (figure 6).

Par ailleurs, nous remarquons que les ventes de la CIAP sont principalement dirigées vers l'exportation. En ce sens, les produits exportés par avion ou par bateau contribuent à la pollution atmosphérique. Il ne semble pas y avoir de plan pour réduire ce dommage causé au milieu ambiant car la CIAP dépend en grand partie de ses exportations (environ 90 % va au CÉ). Bien que l'on tente de développer le marché

local, via l'ouverture de magasins de CÉ à l'intérieur du pays, il s'agit davantage d'une stratégie économique plutôt qu'environnementale. En somme, nous remarquons que le respect de l'environnement est présent, mais ne semble pas être aussi important que les dimensions sociales et économiques.

**Figure 5 : Four électrique pour cuire la céramique**



**Figure 6 : Artisan au travail portant un masque de protection**



Pour ce qui est de la dimension *sociopolitique*, comprenant les critères du CÉ d'activités de formation, de développement communautaire, d'équité entre les hommes et les femmes et d'organisation démocratique. Nous avons pu constater que dans l'ensemble, cette dimension est celle qui semble avoir connu des avancées majeures depuis la participation des artisans péruviens au CÉ.

L'une des avancées les plus importantes de l'aspect social est la formation que la CIAP dispense à ses membres. Cette dernière a et continuera probablement d'avoir des répercussions sur l'amélioration de la qualité de vie des artisans. De fait, ces formations permettent aux membres de la CIAP d'améliorer leurs techniques de production, de mieux commercialiser leurs produits ce qui a pour effet de leur procurer des bénéfices économiques. Mais bien plus, ces formations permettent aux artisans de développer des pratiques démocratiques, d'avoir confiance en eux, bref d'être mieux outillés face à la concurrence et de prendre des décisions éclairées (figures 7 et 8). D'ailleurs, nous avons pu constater que la plupart des membres de la CIAP répondaient à la question « si vous aviez un souhait à formuler, quel serait-il ? » qu'il s'agissait de plus de formation et non plus d'argent.

Par ailleurs, le développement communautaire est le critère qui a connu un moindre changement. Une partie de l'explication peut résider dans le fait que les associations investissent davantage à leur développement interne qu'à celui de leur communauté. Aussi, les membres de certaines associations n'habitent pas tous dans la même communauté. Cependant, il semble que la pratique du CÉ chez les artisans



péruviens de la CIAP n'entraîne pas une dynamique locale importante dans les communautés des membres de la CIAP.

Aussi, il nous apparaît que la pratique démocratique soit basée sur la délibération, les membres de la CIAP prenant des décisions consensuelles, respectant l'égalité, la transparence, le droit de parole et le point de vue de chacun. Selon toute apparence, la CIAP a une gouvernance démocratique où le processus de prises de décision se fait démocratiquement, c'est-à-dire qu'il est basé autant sur la discussion que sur la délibération. Effectivement, cette appréciation est confirmée par des chercheurs ayant étudié le fonctionnement de la CIAP. « [Depuis sa création, la] CIAP s'est beaucoup développée et est arrivée à organiser la seule fédération nationale d'artisans péruviens gouvernée par des délégués de groupe de base. » (Lemay 2006a, 10). Aussi, la Fédération Artisans du Monde ajoute :

[La CIAP] est une association dont le fonctionnement démocratique et la volonté de développement sont exemplaires. [...] Sa structure permet la participation démocratique de tous les artisans membres. Les décisions les plus importantes se prennent en Assemblée Générale (AG) auxquelles participent tous les délégués des groupes de base, quels que soit la taille et le degré d'organisation de leur groupe. [...] Grâce à ce fonctionnement, même les plus pauvres, les plus défavorisés, ont voix au chapitre. Ce qui est déjà révolutionnaire<sup>53</sup> !

---

<sup>53</sup> Fédération Artisans du Monde. « Nos partenaires du Sud : l'aspect politique, la participation au service du développement durable ». *Revue Équité* (Nov. 2002), 9.

**Figure 7 : Réunion de la CIAP à Puno.**



**Figure 8 : Affiches informatives.**



Quant à l'équité intergénérationnelle, elle apparaît être prise en compte, d'une part par le respect de l'environnement dans les activités de production et, d'autre part, par le partage des bénéfices économiques via l'éducation des enfants. En ce qui a trait à l'équité intra générationnelle et intra nationale, nous n'avons pu vérifier que l'équité sociale entre les hommes et les femmes. Il apparaît que ces dernières ont des chances égales au sein de la CIAP. Pour avoir des observations plus précises en matière d'équité, il nous aurait fallu un séjour prolongé. Enfin, nous devons indiquer que le développement des artisans n'est pas uniforme puisque certains portaient désavantages : extrême pauvreté, analphabétisme, problèmes linguistiques, éloignement des centres urbains, etc.

Enfin, il apparaît que la participation des membres de la CIAP au CÉ a permis une amélioration de leur qualité de vie, bien que cette dernière ne soit pas exceptionnelle. En outre, selon toute apparence, l'organisation CIAP semble adopter des pratiques démocratiques, notamment par des prises de décisions basées sur la délibération.

En conclusion, à la lumière de cette analyse, il apparaît que les artisans membres de la CIAP aient connu une amélioration de leur qualité de vie qui semblerait s'inscrire dans la voie d'un développement durable. Il faut toutefois considérer que celui-ci présente des imperfections ou des contradictions. Par exemple, la protection de l'environnement n'est pas absolue car on ne remet pas en question la dépendance aux exportations qui accroît la pollution, le risque de dénaturalisation des produits artisanaux, et la faiblesse des retombées dans la communauté, etc. Il ne faut toutefois

pas oublier qu'il s'agit là d'une étude, d'une durée d'un mois, d'une seule organisation péruvienne pratiquant le CÉ et que, pour généraliser nos conclusions, il faudrait étudier davantage d'associations et dans plusieurs pays.

## **Conclusion**

Dans ce chapitre, nous avons analysé les retombées en termes de DD de l'application des critères du CÉ chez les artisans membres de la CIAP. Pour ce faire, nous avons regroupé les critères selon leur nature, à savoir économique, environnementale et sociopolitique afin de voir s'ils pouvaient contribuer à un DD. Nous avons pu constater que la participation des artisans au CÉ semble avoir contribué à un certain développement économique, environnemental et sociopolitique. Concernant l'aspect sociopolitique, nous avons remarqué que la démocratie paraissait être présente chez les membres de la CIAP et les processus décisionnels semblaient prendre la forme de la délibération. Par ailleurs, la majorité des personnes rencontrées avaient manifesté un développement significatif sur le plan de l'autonomie. Quant à l'aspect économique, leur participation au CÉ a permis une certaine amélioration de leur niveau de vie mais à des degrés divers. Enfin, en ce qui a trait au respect de l'environnement, il semble y avoir eu des avancées quoiqu'il se trouve confronté à la contradiction sur laquelle repose ce type de commerce, à savoir de produits d'exportation. En somme, nous tenons encore à souligner que notre recherche concerne l'étude de cas d'une seule organisation péruvienne pratiquant le CÉ et que, pour cette raison, nous ne pouvons nous permettre de généraliser nos résultats.

## Conclusion

Ces dernières années le CÉ connaît une croissance importante. Ses protagonistes cherchent à offrir une alternative au commerce traditionnel international, voire de diminuer les iniquités existantes. On cherche à réduire la pauvreté des producteurs défavorisés des pays du Sud et celle de leur communauté. Dans le présent mémoire, nous avons tenté de vérifier si la participation au CÉ a permis aux artisans péruviens membres de la CIAP d'améliorer leur qualité de vie de manière durable. Aussi, nous nous sommes demandé si la CIAP favorisait des processus décisionnels démocratiques.

Pour opérationnaliser notre recherche, nous avons retenu les critères les plus communs exigés par les organisations régissant la pratique du CÉ. Ces critères sont le prix équitable, le commerce direct, l'engagement à long terme, le financement, la protection de l'environnement, les activités de formation, l'équité femme / homme, le développement communautaire et l'organisation démocratique. En regard de la démocratie, qui constitue une exigence pour participer au CÉ, nous avons choisi, dans le cadre de cette recherche, d'étudier la manière dont se prennent les décisions. Pour ce faire, nous avons décidé d'utiliser le concept de démocratie délibérative, apparu au début des années 1980, car il nous semblait le plus approprié. De fait, ce concept appelle à la délibération pour une prise de décision éclairée, il se mesure relativement bien au sein d'une petite organisation et les espaces délibératifs peuvent jouer le rôle d'école de la démocratie.

L'étude présentée dans ce mémoire s'est effectuée au Pérou auprès des artisans de la CIAP. Ce pays est empreint de contrastes tant sur les plans géographique (région de la côte, de la forêt et de la montagne), démographique (Autochtones, Métis, Blancs, Noirs, Japonais et Chinois), linguistique (aymara, espagnol et quechua) que socioéconomique (48 % de la population péruvienne vit dans la pauvreté et 18,1 % dans l'extrême pauvreté).

Quant à l'histoire contemporaine du Pérou, elle est marquée par un conflit interne armé, qui dure près de vingt-cinq ans et qui oppose le gouvernement péruvien au groupe terroriste Sentier lumineux. Ce conflit s'achève avec quelques attentats résiduels sous la présidence de Toledo (2001-2006). Au total, il aura provoqué la mort d'environ 70 000 personnes, la plupart des paysans des Andes, et l'accentuation de l'exode rural vers les principales villes du Pérou.

En ce qui a trait à l'économie péruvienne, Fujimori (1990-2000) a entamé sa libéralisation, suivi par Toledo (2001-2006) qui amorce un assainissement des finances publiques. Ce dernier effectue un redressement économique, grâce à une politique rigoureuse, mais ne réussit pas à diminuer les inégalités. De fait, le chômage et le sous-emploi touchent près de 68 % des Péruviens et le pays se classe au 85<sup>ième</sup> rang, sur 173 pays, au chapitre de l'indice de développement humain (IDH). C'est dans ce contexte que durant notre séjour, en juin 2006, le socialiste Alan Garcia, qui avait déjà occupé ce poste dans les années 1980, succède à Toledo à la présidence du pays. Garcia propose un développement équilibré, c'est-à-dire autant économique que social.

Tel que nous l'avons vu précédemment, les inégalités socioéconomiques et les contrastes géographiques, démographiques ainsi que linguistiques sont également présents au sein et entre les départements que nous avons visités pour réaliser notre étude, c'est-à-dire ceux de Lima, d'Arequipa et de Puno. Le département de Lima compte des taux de pauvreté et d'extrême pauvreté importants, avec respectivement 33,4 % et 3,1 % de sa population, mais vraiment moindre en regard de ceux d'Arequipa et, surtout, de Puno. Le département d'Arequipa compte un taux de pauvreté de 39,3 % et d'extrême pauvreté de 14,5 %. Quant au département de Puno, il s'agit du plus défavorisé avec un taux de pauvreté de 78 % contre 46 % d'extrême pauvreté.

Quant à l'organisation étudiée, la CIAP, elle regroupe vingt associations d'artisans péruviens dont huit sont situées dans le département de *Lima*, neuf dans celui de *Puno*, puis une à *Arequipa*, à *Ayacucho* et à *Piura*. Au total, cette organisation compte 700 membres affiliés dont les retombées des activités touchent environ 2000 personnes. La CIAP se veut une organisation démocratique, sa constitution permettant une participation de tous les membres, notamment lors de l'Assemblée générale et au Conseil Directeur et les groupes qui la composent doivent avoir une gouvernance démocratique.

Les résultats de l'analyse de l'étude de terrain, basée sur 21 entrevues effectuées au Pérou de la mi-mai à la mi-juin 2006, auprès des artisans de la CIAP ainsi que nos observations, semblent montrer que les critères du CÉ retenus aux fins de cette étude sont appliqués, mais à des degrés divers d'un artisan à l'autre, chacun ne partant pas de la même situation. En d'autres mots, selon les témoignages recueillis auprès des artisans

péruviens membres de la CIAP et à l'aide de nos observations; il semble que leur participation au CÉ contribue à améliorer, d'une manière qui semble durable, leur qualité de vie et que les membres de l'organisation adoptent des pratiques démocratiques basées sur la délibération. De fait, depuis leur participation au CÉ, tous les artisans ont affirmé avoir amélioré, à des degrés divers et dépendamment de leur situation de départ, leur recettes, leurs pratiques en matière d'environnement et leur qualité de vie, surtout comme individu quoique modestement sur le plan communautaire, l'argent provenant du CÉ étant réinvesti prioritairement dans l'organisation. À titre d'exemple, ils peuvent désormais manger trois repas par jour, faire étudier leurs enfants, certains ont remplacé de vieux fours à bois par des fours à gaz moins polluants et ils ont davantage confiance en eux.

Parallèlement, nous avons confirmé, en comparant nos résultats en fonction du concept de démocratie délibérative, que la CIAP semble favoriser des processus décisionnels démocratiques, basés sur la délibération. Effectivement, tous les membres, qu'ils soient un homme ou une femme, ont le droit de participer aux réunions, de s'exprimer librement, de diriger leur association ou de siéger au Conseil directeur, etc. Il semble que la CIAP soit une organisation qui puisse servir d'exemple de bonnes pratiques démocratiques. Certains artisans tentent même d'introduire cette façon de procéder dans les autres associations auxquelles ils participent.

Bien que dans l'ensemble les retombées de cette pratique dans la vie des artisans paraissent positives, il y a cependant quelques bémols dont nous tenons à faire part. En effet, il semble y avoir peu d'incidence de la participation au CÉ des membres de la



CIAP sur leur communauté. Par ailleurs, les exportations, notamment par avion, constituent l'un des principaux facteurs de pollution par le transport. Il y a également le risque de la dénaturalisation des produits artisanaux locaux pour s'ajuster aux goûts des consommateurs du Nord, etc.

D'autre part, nous tenons à faire remarquer que la CIAP a joué un rôle déterminant concernant le développement de ces artisans. De plus, on peut se questionner sur son rôle dans l'avenir. Puisque l'objectif du CÉ est de permettre à des producteurs défavorisés d'améliorer leur qualité de vie, la CIAP devra décider à quel moment les producteurs cessent d'être défavorisés et s'ils sont autonomes, il faudrait revoir le fait qu'ils aient encore besoin de la CIAP. Par ailleurs, comme les producteurs les plus performants contribuent grandement aux recettes de la CIAP, cette dernière aura-t-elle tendance à les laisser partir ? Dans une autre perspective, le développement local (ouverture de magasins à l'intérieur du pays) de la CIAP s'inscrit-il toujours dans la pratique du CÉ ou plutôt s'approche du mouvement de l'économie solidaire ?

Cependant, il faut souligner ici que la signification de cette étude est limitée par le fait qu'elle ne comprend qu'une organisation, un type de production, qu'elle n'est pas comparée avec la pratique traditionnelle du commerce et qu'une meilleure compréhension des dynamiques du CÉ aurait nécessité un séjour prolongé. Dans ce sens, nous sommes d'avis qu'il faudrait continuer à étudier davantage les organisations pratiquant le CÉ, et avoir un plus grand échantillon, afin d'obtenir plus d'analyses, de solutionner une partie des problèmes d'attribution - à savoir quelles sont les retombées qui proviennent du CÉ - et une meilleure idée des impacts chez les producteurs

participant à cette sorte de commerce. Cela favoriserait également des études comparatives entre les associations de divers pays produisant différents biens et permettrait de relever les avancées et les limites de ce type de commerce. En outre, il serait intéressant d'effectuer une étude longitudinale, sur plus d'une génération, afin de vérifier l'impact à long terme de la pratique du CÉ. Nous pourrions par le fait même examiner si avec le temps une nouvelle élite, qui remplacerait les intermédiaires, en viendrait à se créer. Par exemple, le fait que des gens pauvres seraient empêchés de devenir membres des différentes associations participant au CÉ ou encore qu'ils seraient embauchés pour un salaire dérisoire par ceux qui y sont affiliés. Ou encore, nous pourrions étudier la corrélation pauvreté/richesse en termes d'impact sur l'environnement, etc.

Aussi, les études longitudinales permettraient de constater les effets de l'apprentissage des pratiques démocratiques sur les membres des associations participants au CÉ et, de manière générale, sur la société. L'implication des gens dans d'autres causes constituerait une excellente mesure de l'impact de leurs apprentissages démocratiques. En plus, cette participation pourrait permettre le développement d'une démocratie plus participative et générale car trop souvent, les décisions des dirigeants des pays ne tiennent pas compte de l'intérêt général de la population des différentes localités. Il est nécessaire que les propositions et les décisions proviennent aussi des populations locales, les principales intéressées.

En terminant, même si l'adhésion au CÉ demeure marginale, nous espérons que ses principes influencent ceux du marché traditionnel en y apportant plus d'éthique, de

démocratie, de justice et de respect de l'environnement. Et, en ce sens, bien que le CÉ occupe environ 0,01% du commerce mondial, à défaut de remplacer le mode commercial traditionnel, ne pourrait-il pas servir, à l'instar de bien d'autres mouvements marginaux et précurseurs, tels que les groupes environnementaux des années soixante-dix, de levier pour inspirer les consommateurs et les acteurs des marchés traditionnels à faire des choix tenant davantage compte des producteurs défavorisés du Sud, de l'environnement, de l'éthique, bref d'un DD ?

## Bibliographie

- ABUGATTÁS, Javier. 2006. « En realidad somos más caóticos que pobres ». *El Comercio* (Lima), 19 novembre. En ligne. <http://www.elcomercioperu.com/edicionimpresa/html> (page consultée le 5 décembre 2006).
- AKTOUF, Omar. 1987. *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations : une introduction à la démarche classique et une critique*. Sillery : Presses de l'Université du Québec.
- ALBERT, Odile. 1998. *Pour un commerce équitable : expériences et propositions pour un renouvellement des pratiques commerciales entre les pays du Nord et ceux du Sud*. Paris : Éditions Charles Léopold Mayer.
- ARISTIN SECO, Jesus. 2006. *Ayuda no, comercio si*. En ligne. <http://www.setemextremadura.pangea.org/comercio.htm> (page consultée le 7 octobre 2006).
- BALLET, Jérôme, Jean F. DUBOIS et François MAHIEU. 2004. « À la recherche du développement socialement durable : concepts fondamentaux et principes de base ». *Dans Développement Durable et Territoires*. En ligne. <http://www.developpementdurable.revues.org/document1165.htm> (page consultée le 20 octobre 2006).
- BERTAUX, Daniel. 2005. *L'enquête et ses méthodes : Le récit de vie*. Paris : Armand Colin.
- BISAILLON, Véronique. 2006. « Commerce équitable et développement durable : Le cas d'une organisation de producteurs de café du Chiapas » (Cahier de recherche 07). Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG - Université de Québec à Montréal, 10-19.
- BISAILLON, Véronique, Corinne GENDRON et Marie-France TURCOTTE. 2006. « Synthèse des activités du Chantier Commerce équitable » (Cahier de recherche 04). Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG - Université de Québec à Montréal.
- BLONDIAUX, Loïc. 2001. « La délibération, norme de l'action publique contemporaine ? » (Décider en politique n° 268). Centre de Recherche et d'Action Sociales (CERAS), France.
- BLONDIAUX, Loïc. 2004. « Prendre au sérieux l'idéal délibératif : un programme de recherche » Conférences de la chaire MCD. Chaire de Recherche du Canada en

Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, Université du Québec à Montréal, 11 novembre 2004.

BLOUIN, Chantal et Jared PENNER. 2005. « Un commerce pour réduire la pauvreté : le modèle du commerce équitable ». *Options politiques* 26 (n° 06) : 44-47.

BOIDIN, Bruno. 2004. « Dossier 3 : Les dimensions humaine et sociale du développement durable ». Dans *Développement Durable & Territoires*. En ligne. [http : //www.revue-ddt.org/dossiers.htm](http://www.revue-ddt.org/dossiers.htm) (page consultée le 10 octobre 2006)

BORDELEAU, Yvan. 1982. *Comprendre l'organisation : approches de recherche*. Montréal : Agence d'Arc.

BORIS, Jean-P. 2005. *Commerce inéquitable : Le roman noir des matières premières*. Paris : Hachette Littérature.

BOURQUE, Christian. 2007. « Le tableau de borde du Québec ». *Vision durable* 2 (juillet) : 44-45.

BRUNDTLAND, Gro H. et Commission mondiale sur l'environnement et le développement. 1987. *Notre avenir à tous : Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement*. Genève : La Commission, 458.

BRUNEL, Sylvie. 2004. *Le développement durable*. Paris : Presses Universitaires de France.

BUCOLO, Elisabetta. 2000. « Le commerce équitable » Coll. Les notes de l'Institut Karl Polanyi. Arles, France, Impatiences démocratiques éditeur.

CHARLIER, Sophie, Isabelle HAYNES, Amandine BACH, Alexis MAYET, Isabel YEPEZ et Marc MORMONT, dir. 2006. « Le commerce équitable face aux nouveaux défis commerciaux : Évolution des dynamiques d'acteurs » (Rapport final CP/48). Plan d'appui scientifique à une politique de développement durable (PADD II), Politique scientifique fédéral, Belgique.

COMEAU, Yvan. 2000. « Grille de collecte et de catégorisation des données pour l'étude d'activités de l'économie sociale et solidaire » (Cahier de recherche N° 9605). Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats (CRISES), Université du Québec à Montréal.

CONTANDRIOPOULOS, André-Pierre, François CHAMPAGNE, Louise POTVIN, Jean-Louis DENIS et Pierre BOYLE. 2005. *Savoir préparer une recherche : La définir, la structurer, la financer*. Montréal : Gaëtan Morin éditeur.

DESORMEAUX, Robert. 1986. *Une nouvelle approche méthodologique*. Montréal : École des Hautes Études Commerciales.

- DIAZ-ALBERTINI, Javier. 2003. « Capital social, organizaciones de base y el Estado: recuperando los eslabones perdidos de sociabilidad ». Dans Raúl, Marcelo Siles, Irma Arraigada, Lindon J. Robinson et Scott Whiteford, comps., *Capital social y reducción de la pobreza en América Latina y el Caribe: En busca de un nuevo paradigma*. Santiago de Chile: CEPAL/Michigan State University, 247-302.
- DIAZ PEDREGAL, VIRGINIA. 2006. « Le développement du commerce équitable : une menace pour l'environnement? ». Communication, Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, Montréal, 19 juin au 21 juin.
- DIAZ PEDREGAL, VIRGINIA. 2006b. « Le commerce équitable : un des maillons du développement durable ? ». Dans *Développement Durable et Territoires*. En ligne. [http : //www.developpementdurable.revues.org/document1144.html](http://www.developpementdurable.revues.org/document1144.html) (page consultée le 20 octobre 2006).
- DIOURY, Mohamed. 2000. *Économie internationale*. Montréal : Décarie Éditeur inc.
- ELSTER, Jon, dir. 1998. *Deliberative Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE. 2002. « Nos partenaires du Sud : l'aspect politique, la participation au service du développement durable ». *Revue Équité* (Novembre) : 9.
- FÉDÉRATION ARTISANS DU MONDE. 2004. « Étude de l'impact de 25 ans de commerce équitable sur les producteurs du Sud partenaire d'Artisans du Monde » (Rapport final : synthèse réalisée par Christophe Mestre). Fédération Artisans du Monde (février).
- FISHKIN, James. 1991. *Democracy and Deliberation*. New Haven: Yale University Press.
- FOTOPOULOS, Takis. 2002. Vers une démocratie générale : Une démocratie directe, économique, écologique et sociale. Paris : Éditions du Seuil
- FOX, William. 2006. *Statistiques sociales*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- FUNG, Archon et Erik Olin WRIGHT. 2001. « Deeping Democracy: Innovations in Empowered Participatory Governance ». *Politics & Society* 29 (n° 1): 5-41.
- GAGNON, Yves. 2005. *L'étude de cas, comme méthode de recherche*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- GAGNÉ, Leary. 2002. « La délibération circonstancielle en théorie démocratique ». *Philosophiques* 29 (n° 02) : 327-350.

- GAUTHIER, Benoit, dir. 2004. *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- GENDRON, Corinne. 2004a. « Le commerce équitable : un nouveau mouvement social économique au cœur d'une autre mondialisation » (Cahier de recherche 02). Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, ESG - Université de Québec à Montréal.
- GENDRON, Corinne et Christian GAGNON. 2004b. « Développement durable et économie sociale : convergences et articulations ». (Collection recherche n° R-17-2004). Cahiers de l'Alliance de recherche universités - communautés en économie sociale (ARUC -ÉS), Université de Québec à Montréal.
- GENDRON, Corinne et Jean-Pierre REVÉRÊT. 2000. « Le développement durable ». *Économies et Sociétés* 37 (Série F) : 111-124.
- GUAY, Louis, Laval DOUCET, Luc BOUTHILLIER et Guy DEBAILLEUL, dir. 2004. *Les enjeux et les défis du développement durable : connaître, décider, agir*. Québec : Les Presses de l'Université de Laval.
- HABBAR, Pierre, Laurent LAFARGE, Anne PEETERS et Benoît VERGRIETTE. 2002. « États des lieux et enjeux du changement d'échelle du commerce équitable ». (Projet commerce équitable : État des lieux, critères, évaluation et prix). *Solidarités Agricoles et Alimentaires* (Solagral). En ligne. [http://www.echosolidaire.net/commerce/img/solagral\\_ce\\_etat\\_des\\_lieux\\_01-03.pdf](http://www.echosolidaire.net/commerce/img/solagral_ce_etat_des_lieux_01-03.pdf) (page consultée le 8 octobre 2006).
- HERMET, Guy, Bertrand BADIE, Pierre BIRNBAUM et Philippe BRAUD. 2001. *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. Paris : Armand Colin.
- HUYBRECHTS, Benjamin. 2005. *L'impact du commerce équitable sur les producteurs : Le cas de coopératives de café et de cacao en Bolivie*. Mémoire de maîtrise. DEA interuniversitaire en développement, Environnement et Sociétés. Université de Liège et Université Catholique de Louvain.
- JOHNSON, Pierre. 2001. « Commerce équitable : Propositions pour des échanges solidaires au service du développement durable ». Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, Alliance pour un monde responsable et solidaire, Pôle socio-économie de solidarité.
- JOHNSON, Pierre. 2003. « Le commerce équitable, entre transformation et régulation socio-économique ». *Oeconomia Humana* 1 (n° 4) : 2-6.
- KLIKSBURG, Bernardo. 2006. « La desigualdad es enemiga feroz del crecimiento económico sostenido ». *El Comercio* (Lima), 9 septembre : Somos, 23-27.

- NICHOLLS, Alex et Charlotte OPAL. 2005. *Fair Trade : Market-Driven Ethical Consumption*. London: Sage Publications.
- LANGIS, Caroline. 2006. « Les femmes sont-elles incluses dans le projet de développement durable proposé par le commerce équitable? Une étude de cas dans les Andes péruviennes ». Communication, Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, Montréal, 19 juin au 21 juin (texte photocopié).
- LECOMTE, Tristan. 2003. *Le pari du commerce équitable : Mondialisation et développement durable*. Paris : Éditions d'Organisation.
- LECOMTE, Tristan. 2004. *Le commerce équitable*. Paris : Éditions Eyrolles.
- LEMAY, Jean -Frédéric. 2004. « Rapport de recherche sur les pratiques économiques de commerce équitable au Burkina Faso et Sénégal » (Rapport de recherche N° 10). Chaire de la recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (CRSDD) de l'UQAM. Université du Québec en Outaouais.
- LEMAY, Jean -Frédéric. 2006a. « Cartographie d'un projet de commerce équitable au Sud : La central interregional de Los Artesanos del Perú ». Communication, Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, Montréal, 19 juin au 21 juin (texte photocopié).
- LEMAY, Jean -Frédéric. 2006b. « Commerce équitable : vers des chantiers de recherche ancrés dans la pratique. Une revue transversale de la littérature » (Recherche, numéro 38). Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Université du Québec en Outaouais.
- LE PRESTRE, Philippe. 2005. *Protection de l'environnement et relations internationales : Les défis de l'écopolitique mondiale*. Montréal : Armand Colin.
- LÉVESQUE, Benoît. 2001. « Économie sociale et solidaire dans un contexte de mondialisation : pour une démocratie plurielle » (Cahiers du CRISES N° ET0115). Communication, Globalisation de la solidarité, Québec, 9 au 12 octobre 2001.
- LITTRELL, Mary A., et DICKSON, Marsha A. 1999. *Social Responsibility in the Global Market: Fair Trade of Cultural Products*. London : Sage Publications.
- MANIN, Bernard. 1985. « Volonté générale ou délibération. Esquisse d'une théorie générale de la délibération politique ». *Le Débat* 33 (janvier) : 72-93.
- MANSBRIDGE, Jane. 1999. « On the Idea that Participation Makes Better Citizen ». Dans Stephen Elkin et Karen Soltan, dir., *Citizen Competence and Democratic Institutions*. , Philadelphie: Temple University Press, 291-325.



- MCSWEEN, Nathalie. 2006. « La contribution du commerce équitable au développement durable : le cas de l'Union fruitière et maraîchère du Burkina Faso (UFMB) ». Communication, Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, Montréal, 19 juin au 21 juin (texte photocopie).
- MICHAUD, Nelson. 1997. *Praxis de la science politique*. Québec : Les Presses de l'Université de Laval.
- MORI, Tonia. 2005. *Le projet du commerce équitable réalisé au Sud : trois entreprises collectives chiliennes de vin équitable*. Mémoire de maîtrise. Département de Sciences de la gestion. École des Hauts Études Commerciales de Montréal.
- NADEAU, Jean-F. 2005. « Inoffensive Laure Waridel ». *Le Devoir* (Montréal), samedi 19 février : F5.
- POURTOIS, Hervé. 2005. « Délibération, participation et sens du désaccord ». *Éthique publique* 7 (n° 1) : 145-154.
- RENARD, M.-C. 2003. « Fair Trade : quality, market and conventions ». *Journal of Rural Studies* (n°19) : 87-96.
- ROBILLARD, Marie-Josée. 1997. *L'application des prémisses du développement durable à la gestion des ressources naturelles en Afrique*. Mémoire de maîtrise. Département de sociologie. Université de Montréal.
- ROCHES, Gilles. 2006. « Impact du commerce équitable sur les revenus des agriculteurs : Le cas de CONACADO en République Dominicaine ». Communication, Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, Montréal, 19 juin au 21 juin (texte photocopie).
- ROUSSIN, Sophie. 2006. « Le développement durable et son principal outil : l'agenda 21 ». *Revue Dire* 15 (n° 3) : 48-51.
- SANOGO, Youssouf. 2006. « Coton équitable et développement durable au Mali : une étude exploratoire » (Rapport de recherche N° 12). Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC) et de la Chaire de recherche du Canada en responsabilité sociale et développement durable (CRSDD), Université du Québec en Outaouais.
- SÉBASTIAN, Léa, Christian BRODHAG. 2004. « À la recherche de la dimension sociale du développement durable ». *Dans Développement Durable et Territoires*. En ligne. [http : //www.revue-ddt.org/document1133.htm](http://www.revue-ddt.org/document1133.htm) (page consultée le 15 octobre 2006).
- SMOUTS, Marie-C., dir. 2005. *Le développement durable : les termes du débat*. Paris : Éditions Dalloz.

- TADROS, Catherine. 2002. *Le modèle coopératif au sein du commerce équitable : le cas d'Equal exchange, un organisme de commerce équitable du Nord*. Mémoire de maîtrise. Département de Science de la gestion. École des Hautes Études Commerciales de Montréal.
- TALLONTIRE, Anne. 2000. « Partnerships in Fair Trade: reflections from a case study of Cafédirect ». *Development in Practice* 10 (2): 166-77.
- TALPIN, Julien. S.d. *Des écoles de démocratie ? Formation à la citoyenneté et démocratie participative*. En ligne. [http : //www.univ-paris8.fr/scpo/talpin.doc](http://www.univ-paris8.fr/scpo/talpin.doc)
- VAILLANCOURT, Jean-Guy. 1995. « Penser et concrétiser le développement durable ». *Écodécision* (hiver) : 24-29.
- VAILLANCOURT, Jean-Guy. 1990. « Le développement durable ou le "compromis" de la Commission Brundtland; désarmement, développement et protection de l'environnement ». *Cahier de la recherche éthique* (n°15) : 17-44.
- VAILLANCOURT, Jean-Guy et Alexis BAMOGO. 2006. « Commerce équitable et développement durable : Concepts opposés ou complémentaires ? ». Communication, Chaire de responsabilité sociale et du développement durable, Montréal, 19 juin au 21 juin (texte photocopié).
- VAILLANCOURT, Jérôme. 1998. « Evolution conceptuelle et historique du développement durable » (Rapport de recherche). Regroupement national des Conseils Régionaux de l'environnement du Québec. Deuxième édition, mai 1998.
- WARIDEL, Laure. 1997. *Une cause café : pour le commerce équitable*. St. Laurent (Qc) : Editions Les Intouchables.

### Sites Internet

- Artisans du Monde*. 2006. En ligne. <http://www.artisansdumonde.org>
- CIAP*. 2006. En ligne : <http://asociación.ciap.org>.
- ComexPeru*. 2007. En ligne. <http://www.comexperu.org.pe/semanario>
- Équiterre*. 2006. En ligne. [http : //www.equiterre.org](http://www.equiterre.org)
- Equal Exchange*. 2006. En ligne. [http : //www.equalexchange.com](http://www.equalexchange.com)
- Fairtrade Labelling Organizations International*. 2006. En ligne. [http : //www.fairtrade.net](http://www.fairtrade.net)

*International Fair Trade Association*. 2006. En ligne. [http : //www.ifat.org](http://www.ifat.org)

La Republica. 2006. *Pobreza y pobreza extrema en el Perú*. En ligne. <http://www.larepublica.com.pe/images/stories/2006/julio>

*Max Havelaar*. 2006. En ligne. [http : //www.maxhavelaarfrance.org](http://www.maxhavelaarfrance.org)

*OXFAM International*. 2006. En ligne. [http : //www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Pérou. Oficina Nacional de Procesos Electorales (ONPE). 2001. *Presidenciales segunda vuelta*. En ligne. [http://www.onpe.gob.pe/onpe/pire/consulta\\_eleccion.php](http://www.onpe.gob.pe/onpe/pire/consulta_eleccion.php)

Pérou. Instituto Nacional de Estadística e Informática del Perú (INEI). 2007. En Ligne. <http://www.inei.gob.pe>

Pérou: Portal Del Estado Peruano. 2006. En ligne. [http : //www.peru.gob.pe](http://www.peru.gob.pe)

*Pérou*. 2006. En ligne. <http://fr.wikipedia.org>

Pérou. Comisión de la Verdad y Reconciliación (CVR). 2006. *Conclusiones Generales del Informe Final de la CVR*. En ligne. [http://www.aprodeh.org.pe/sem\\_verdad/informe\\_final/conclusiones.htm](http://www.aprodeh.org.pe/sem_verdad/informe_final/conclusiones.htm)

*Présentation du Pérou*. 2006. En ligne. <http://www.diplomatie.gouv.fr>

*République du Pérou*. 2006. En ligne. <http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/amsudant/perou.htm>

*Transfair Canada*. 2006. En ligne. [http:// www.transfair.ca](http://www.transfair.ca)

## **Annexe 1**

### **GRILLE D'ENTREVUE POUR L'ÉTUDE DE CAS CIAP**

#### **DIMENSION ÉCONOMIQUE :**

##### ***Prix juste***

- ❖ Selon-vous, recevez-vous un prix juste pour la vente de vos produits depuis votre participation au commerce équitable ?
- ❖ Croyez-vous que les prix des produits du commerce équitable (c'est-à-dire sans intermédiaires) devraient être les mêmes que ceux du marché et pourquoi ?
- ❖ Depuis votre participation à cette association, avez-vous constaté une amélioration de votre niveau de vie ? Si oui, comment ? Est-ce beaucoup économiquement ?
- ❖ S'il y a une amélioration économique, est-elle constante, à long terme et pouvez-vous la quantifier (en pourcentage) ?
- ❖ Comment est-ce que vous estimez vos coûts de production ?
- ❖ Y a-t-il une différence de prix quand vous vendez à la CIAP et aux autres clients ?

##### ***Commerce direct***

- ❖ Est-ce que toute votre production est écoulée dans le cadre du commerce équitable ?
- ❖ Quel pourcentage de votre production est destiné au commerce équitable ?
- ❖ Quelle est la différence entre exporter au commerce équitable et dans le cadre du commerce traditionnel ?

- ❖ Quel marché préférez-vous, le national ou celui de l'extérieur ?
- ❖ Est-ce que votre famille vit seulement du revenu de votre participation au commerce équitable ou y a-t-il d'autres membres qui contribuent au revenu familial ? Si oui, qui et de quel ordre ?

### ***Relation à long terme***

- ❖ Vendez-vous votre production au même acheteur plus d'une fois ?
- ❖ Votre production, a-t-elle changé depuis votre participation au commerce équitable ?
- ❖ Qui vous aide à promouvoir vos produits, l'association ou la CIAP ?
- ❖ L'association ne vous exige-t-elle pas de créer de nouveaux modèles ?
- ❖ À quelle époque de l'année y a-t-il plus de commandes ?

### ***Préfinancement***

- ❖ Quand vous avez une commande, est-ce que la CIAP vous donne une avance d'argent ?
- ❖ Combien est-ce que la CIAP vous donne ?
- ❖ Quel pourcentage laissez-vous à l'association lors d'une vente ?

## **DIMENSION ENVIRONNEMENTALE :**

### ***Protection de l'environnement***

- ❖ Depuis votre participation à cette association, avez-vous modifié vos techniques de production pour améliorer vos pratiques vis-à-vis l'environnement ?
- ❖ Prenez-vous des mesures de sécurité dans votre atelier depuis votre participation au commerce équitable ?

- ❖ Avez-vous reçu des indications à suivre durant le déroulement de votre travail, par exemple l'utilisation des masques ?
- ❖ Est-ce que la CIAP vous a donné des ateliers sur la protection de l'environnement ?
- ❖ Votre vision de l'environnement a-t-elle changé depuis votre participation à cette association ?

### **DIMENSION SOCIALE POLITIQUE :**

#### ***Activités de Formation***

- ❖ Recevez-vous des formations de la CIAP ?
- ❖ Est-ce que vous partagez avec d'autres personnes ce que vous avez appris à l'intérieur de la CIAP ?
- ❖ Selon vous, la CIAP vous a-t-elle aidé beaucoup, notamment en ce qui a trait à l'amélioration de la qualité de vos produits et à la façon de diriger votre organisation ? De plus, vous sentez-vous différent des autres associations ?
- ❖ Avant votre façon de travailler ou d'agir était différente ?

#### ***Équité Homme/Femme***

- ❖ Les femmes participent-elles à votre association ? Si oui, font-elles les mêmes choses que les hommes et ont-elles les mêmes privilèges ? Si non, pourquoi ?
- ❖ Avez-vous trouvé dans cette association, qui participe au commerce équitable, les mêmes possibilités pour se développer que les membres masculins ?
- ❖ Pouvez-vous exercer vos droits sans aucun problème à l'intérieur de l'association ?

- ❖ Dans votre association, la plupart des membres sont des femmes, ne vous sentez-vous pas marginalisées à l'intérieur de la CIAP ?
- ❖ Y a-t-il des hommes dans votre association, comme membre ?

### ***Développement communautaire***

- ❖ Constatez-vous la diminution de la pauvreté de votre communauté ou des membres de votre association depuis l'instauration du commerce équitable ?
- ❖ Depuis la participation de l'association au commerce équitable, a-t-elle investi de l'argent dans la communauté (école, infrastructures, garderies, églises, etc.) ?
- ❖ Avez-vous réalisé des projets dans votre association ?
- ❖ Est-ce que la CIAP vous a aidé à créer un sentiment de solidarité entre vous ?
- ❖ Si vous recevez une commande, est-ce que tous les membres travaillent à celle-ci ou seulement la personne qui a envoyé le modèle ?
- ❖ Si un projet de développement devait voir le jour sur votre association, dans quels domaines souhaitez-vous obtenir de l'aide ? Pourquoi ?

### ***Organisation démocratique***

- ❖ Y a-t-il des réunions au sein de votre association ? Si oui, à quelle fréquence ?
- ❖ Pendant ces réunions, pouvez-vous vous exprimer librement et est-ce que l'on tient compte de votre opinion ?
- ❖ Est-ce tous les membres ont le droit de présenter des projets ? S'il y a plusieurs alternatives, comment faites-vous pour choisir parmi celles-ci ?
- ❖ Pour choisir vos représentants ou pour prendre une décision comment procédez-vous ? Par consensus, par vote (secret ou à main levée) ou de manière imposée ?
- ❖ Les dirigeants du comité sont-ils élus démocratiquement ?

- ❖ Y a-t-il alternance entre une femme et un homme à la présidence de votre association ?
- ❖ Préférez-vous que le président de l'association soit la personne la plus performante parmi vous, par exemple celui qui vend davantage ou celui qui est bon orateur et que sa période de présidence soit plus longue, disons 5 à 8 ans, ou préférez-vous le système actuel ?
- ❖ Comment les membres réagissent-ils lorsqu'ils ne sont pas écoutés ou encore lorsque leurs propositions ne sont pas entérinées ?
- ❖ Pensez-vous que votre participation à cette association vous a permis de vous impliquer davantage sur le plan démocratique ?
- ❖ Croyez-vous que la participation démocratique est la meilleure façon de contribuer à l'avancement de l'association ?
- ❖ Constatez-vous des différences dans les réunions depuis votre participation au commerce équitable ?
- ❖ Est-ce qu'il est facile d'être membre de votre association ?



## Annexe 2

**Approbation du comité d'éthique de la recherche de la Faculté des arts et des sciences (CÉRFAS). Voir page suivante :**

*[Signature]*  
[Signature]